

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 574

[C — 2000/27088]

3 FEVRIER 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation des modifications statutaires de la Société wallonne des Distributions d'Eau

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1^{er}, V, 1^o;

Vu le décret du 23 avril 1986 portant constitution d'une Société wallonne des Distributions d'Eau, modifié par les décrets du 5 novembre 1987 et du 25 juillet 1991, et spécialement son article 3;

Vu la notification, datée du 20 janvier 2000, de la décision de modification des statuts adoptée par les assemblées générales extraordinaires de la Société wallonne des Distributions d'Eau du 26 mai 1998 et du 15 décembre 1999;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. Les modifications aux statuts de la Société wallonne des Distributions d'Eau telles qu'elles sont fixées dans les décisions précitées des assemblées générales extraordinaires des 26 mai 1998 et 15 décembre 1999, et ci-après reproduites en annexe, sont approuvées.

Art. 2. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire de l'Urbanisme et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 février 2000.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

—

Annexe

Statuts de la Société wallonne des Distributions d'Eau

CHAPITRE Ier. — Constitution, siège, objet et durée de la société

Article 1^{er}. § 1^{er}. Il est fondé, sous forme de société coopérative à responsabilité limitée, entre la Région wallonne, les provinces, les communes, les intercommunales, les centres publics d'aide sociale et les personnes de droit privé qui détiennent des parts sociales de la Société Nationale des Distributions d'Eau et qui relèvent de la Région wallonne ou qui adhéreront aux présents statuts, une association sous la dénomination de Société Wallonne des Distributions d'Eau.

La Société Publique de Gestion de l'Eau, en abrégé S.P.G.E., et d'autres personnes de droit public peuvent également devenir associées de la Société Wallonne des Distributions d'Eau. Toutefois, les participations de la S.P.G.E. au sein du capital de la SWDE ne peuvent dépasser 20 %.

Le siège social de la SWDE est établi à Verviers, rue de la Concorde, 41.

§ 2. Les directions décentralisées sont établies par le Conseil d'administration. Il est dérogé à l'article 4 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Art. 2. La Société a pour objet :

1. L'étude, l'établissement et l'exploitation de services publics de production, d'adduction et de distribution d'eau par canalisation en Région wallonne;

2. de réaliser ou faire réaliser toutes opérations lui permettant de satisfaire aux obligations afférentes à l'assainissement de l'eau produite destinée à la distribution publique et à la protection de l'eau potabilisable et d'une manière générale, toutes obligations nées des impératifs légaux ou réglementaires afférents au cycle de l'eau;

3. l'étude et l'établissement de réseaux d'adduction et de distribution d'eau en dehors de la Région wallonne pour compte de tiers;

4. toute mission technique dont le Gouvernement wallon détermine la nature et les modalités d'exercice permettant à la Région wallonne d'arrêter le nombre d'unités de charge polluante nécessaire au calcul de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques;

5. la prise de participation dans des organismes ou sociétés publics ou privés, existants ou à créer, belges, étrangers ou internationaux, qui peuvent contribuer directement ou indirectement à la réalisation de son objet moyennant autorisation du Gouvernement wallon;

6. l'exploitation industrielle et commerciale d'installations de production et d'adduction d'eau pour le compte de tiers;

7. la fourniture d'eau à des distributeurs qui ne sont pas affiliés, y compris à des distributeurs qui desservent un territoire situé en dehors de la Région wallonne.

Elle peut accomplir toutes opérations se rattachant à son objet.

Art. 3. La Société est constituée pour une période prenant fin à la date d'entrée en vigueur d'un décret prononçant sa dissolution et réglant les modalités de sa liquidation et la situation de ses agents.

Art. 4. La Société tient, au siège social, un registre que les associés peuvent consulter sur place et qui indique pour chacun d'eux :

- 1° ses nom, prénoms, ou sa dénomination et domicile;
- 2° la date de son admission, de sa démission ou de son exclusion;
- 3° le nombre de parts sociales dont il est titulaire ainsi que les souscriptions de parts nouvelles, les remboursements de parts, les cessions de parts, avec leur date;
- 4° le montant des versements effectués et les sommes retirées en remboursement des parts.

Le Directeur général est chargé des inscriptions.

Les inscriptions s'effectuent sur la base de documents probants qui sont datés et signés.

Elles s'effectuent dans l'ordre de leur date.

Une copie des mentions les concernant, figurant au registre des sociétaires, est délivrée par le Directeur général aux titulaires qui en font la demande écrite. Ces copies ne peuvent servir de preuve à l'encontre des mentions portées au registre des sociétaires.

CHAPITRE II. — *Fonds social - emprunts et obligations*

Art. 5. Sans préjudice de l'article 19 du décret du 23 avril 1986 portant constitution de la S.W.D.E. le capital social se compose de parts A et de parts B souscrites dans autant de séries de parts qu'il y a de services distincts de production, d'adduction et de distribution d'eau ou dont l'objet est indispensable à la réalisation des missions définies à l'article 2 des présents statuts; ces parts peuvent être souscrites par la Région, la SPGE, les provinces, les intercommunales, les communes, les centres publics d'aide sociale et les personnes de droit public et de droit privé.

Les associés ne sont passibles des dettes sociales qu'à concurrence de leurs apports. Il est dérogé à l'article 147^{ter} des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le capital social est illimité.

Art. 6. Quelle que soit la proportion des apports des diverses parties à la constitution du fonds social, la Région, les provinces et les communes disposent toujours de la majorité des voix dans les différents organes de gestion et de contrôle de la Société.

Art. 7. § 1^{er}. Le fonds social minimum est fixé à dix milliards de francs.

Le fonds social initial est fixé à 15 341 555 000 F.

Le capital social est représenté par des parts "A" nominatives de mille francs chacune et par des parts "B" nominatives d'un million de francs chacune.

Il existe deux catégories de parts "B" : les parts "B1", émises en représentation d'apports effectués par des organismes financiers et les parts "B2", émises en contrepartie d'apports en nature autres que des apports en pleine propriété.

Un nombre de parts sociales correspondant au capital minimum devra à tout moment être intégralement souscrit et libéré.

§ 2. Chaque part représentant un apport en numéraire et chaque part représentant un apport en nature doivent être libérées d'un quart.

§ 3. Les apports en nature ne peuvent être rémunérés par des parts représentatives du capital social que s'ils consistent en éléments d'actifs susceptibles d'évaluation économique, à l'exclusion des actifs constitués par des engagements concernant l'exécution de travaux ou la prestation de services. Il est dérogé aux articles 147^{bis}, § 2, 147^{quater} et 147^{sexies} des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Art. 8. En ce qui concerne les parts A afférentes à chaque service, les versements se font aux dates fixées par le Conseil d'administration, moyennant préavis d'un mois, sauf la faculté pour la Région, la SPGE, les provinces, les communes et les intercommunales de se libérer de leurs souscriptions par annuités.

Les titres des annuités souscrites sont immédiatement remis à la Société. Ils sont inaliénables.

Art. 9. Tout versement en retard portera, de plein droit et sans mise en demeure, intérêt au profit de la Société au taux d'intérêt légal en matière civile ou commerciale.

Sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale et sur avis du comité consultatif concerné, le Conseil d'administration peut, après un double avertissement donné à deux mois d'intervalle, prononcer l'exclusion des associés en retard. L'associé exclu peut faire appel au Gouvernement wallon qui statue après avoir entendu le Conseil d'administration en ses explications.

Art. 10. Aucun versement de fonds ne peut être fait par un associé au delà des quotités appelées, sans l'autorisation du Conseil d'administration.

Art. 11. Les parts sociales "A" et "B2" ne peuvent être cédées qu'à la Région, aux provinces, communes, intercommunales associées, ou à la SPGE moyennant l'autorisation du Conseil d'administration.

Suppression de l'alinéa 2.

(Les parts sociales "B" ne peuvent être cédées qu'à des associés moyennant l'autorisation du Conseil d'administration. Toutefois, lorsque ces parts sont entièrement libérées et que, par le biais de l'attribution du dividende, le souscripteur a récupéré la totalité des montants définis dans les conditions de libération de ces parts, elles sont remises d'office à la disposition du Conseil d'administration qui, sur avis du comité consultatif du service concerné, les répartit entre les communes et intercommunales, associées du service concerné.)

Art. 12. Avec l'autorisation du Gouvernement wallon et en dérogation à l'article 52 ter des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, la société peut contracter des emprunts ou émettre des obligations en représentation des annuités qui lui sont dues par les communes, les intercommunales, les provinces, la Région et la SPGE pour financer le rachat d'installations, existantes ou des installations spécifiques de premier établissement, et à titre transitoire, les investissements bénéficiant des modalités de subventionnement faisant l'objet de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 décembre 1987. Ces emprunts et obligations doivent être amortis en nonante ans au plus.

CHAPITRE III. — *Admission, démission, exclusion des associés et retrait des versements*

Art. 13. L'admission de nouveaux associés est prononcée par le Conseil d'administration qui fixe les conditions de leur admission.

Si les nouveaux associés sont appelés à faire partie d'un service existant, le Conseil ne peut se prononcer qu'après avoir entendu le comité consultatif de ce service.

Si l'entrée d'un nouvel associé dans un service nécessite l'augmentation du capital du service, l'admission ne peut être prononcée par le Conseil que sur avis du comité consultatif de ce service.

Si le Conseil d'administration refuse l'admission, l'intéressé peut faire appel au Gouvernement wallon qui statue après avoir entendu le conseil en ses explications.

Art. 14. Tout associé nouveau doit, dès son admission, verser sur le montant de sa participation en parts "A" une somme proportionnellement égale aux versements appelés sur la part dans le capital "A" des autres associés du service dont il fera partie.

Les conditions de libération des parts "B" souscrites par un nouvel associé sont fixées par le conseil d'administration.

Art. 15. Toute demande de démission d'un associé est soumise au Conseil d'administration sur avis du comité consultatif du service dont l'intéressé fait partie.

La décision du Conseil d'administration est motivée et doit être approuvée par le Gouvernement wallon.

En cas de refus, l'associé demandeur dispose d'un recours auprès du Gouvernement wallon.

Par dérogation à l'article 153 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le montant de la part à restituer au démissionnaire sera fixé par le Conseil d'administration, après avis du comité consultatif du service.

Suppression de l'alinéa 3 (Toutefois, est réputé démissionnaire d'office, l'associé, détenteur de parts "B" dont la totalité des parts a été remise à la disposition du Conseil d'administration en application de l'article 9 des statuts.)

Art. 16. Quand un associé ne remplit pas les obligations qu'il a contractées à l'égard de la Société, son exclusion peut être prononcée par une décision motivée du Conseil d'administration, sur avis du comité consultatif du service auquel il appartient et sous réserve d'approbation par l'assemblée générale, sauf recours, par l'associé exclu, au Gouvernement wallon.

Par dérogation à l'article 153 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le montant de la part à restituer à l'as socié exclu est fixée par le Conseil d'administration après avis du Comité consultatif.

Il est dérogé à l'article 152 des lois coordonnées.

Art. 17. Aucun retrait de versement ne peut être fait qu'avec l'autorisation du Conseil d'administration, sauf recours à l'assemblée générale.

CHAPITRE IV. — *Administration de la société - direction et surveillance*

§ 1^{er}. Le Conseil d'administration

Art. 18. La Société est administrée par un Conseil d'administration et un directeur général assisté d'un directeur général adjoint.

Le Conseil d'administration est composé de douze membres dont un président, un premier vice-président et un second vice-président.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le premier vice-président.

En cas d'absence ou d'empêchement du premier vice-président, il est remplacé par le deuxième vice-président.

En cas d'absence ou d'empêchement du deuxième vice-président, le conseil est présidé par le membre le plus ancien. A égalité d'ancienneté, le conseil est présidé par le membre le plus âgé.

Art. 19. § 1^{er}. Les membres du Conseil d'administration sont nommés et peuvent être révoqués pour moitié dont le président par le Gouvernement wallon, et pour moitié par l'assemblée générale des associés à l'exclusion de la Région et de la SPGE.

§ 2. Parmi les membres nommés par le Gouvernement wallon, deux sont désignés sur présentation de la SPGE.

§ 3. Six administrateurs, au moins, sont désignés parmi les bourgmestres, échevins, conseillers communaux, présidents et membres des conseils de l'aide sociale des C.P.A.S. des communes associées.

§ 4. Le Conseil d'administration désigne un premier vice-président et un second vice-président parmi ses membres.

§ 5. Le mandat du président, des vice-présidents et des autres administrateurs est d'une durée de six ans : il peut être renouvelé indéfiniment pour le même terme.

§ 6. Tous les trois ans, et pour la première fois, trois ans après la première assemblée générale ordinaire, six membres du Conseil dont trois à la nomination du Gouvernement wallon, et trois à la nomination de l'assemblée, cessent leurs fonctions. Un tirage au sort déterminera, la première fois, l'ordre de sortie.

§ 7. En cas de vacance d'une des places d'administrateur à la nomination de l'assemblée générale, le Conseil d'administration peut pourvoir provisoirement à la vacance; l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

§ 8. Celui qui est appelé à remplacer le président, un vice-président ou un administrateur avant l'expiration du mandat de celui-ci, achève le mandat interrompu.

§ 9. L'administrateur qui est, en outre, conseiller communal ou conseiller de l'aide sociale, et qui perdrait cette qualité, est démissionnaire d'office et remplacé lors de la première assemblée générale qui suit la perte de cette qualité.

§ 10. Le Conseil d'administration peut autoriser des observateurs à assister avec voix consultative aux séances du Conseil moyennant l'accord de l'assemblée générale des associés.

Art. 20. Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer et administrer la Société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé par les statuts à l'assemblée générale est de sa compétence.

Outre les pouvoirs qui lui sont expressément conférés par les statuts, il pourvoit à toutes les affaires sociales, notamment :

Il fixe le capital afférent à l'établissement de chaque service;

Il décide de la création de parts nouvelles des catégories "A" et "B";

Il décide de l'établissement, la reprise et l'extension des services de distribution d'eau ainsi que, sur l'avis conforme des comités consultatifs intéressés, la fusion de leurs services;

Il acquiert et aliène tous biens, meubles et immeubles; il fait tous traités, achats et marchés pour l'établissement et l'exploitation des services créés ou à créer;

Il fait les emprunts et les émissions d'obligations; il fournit les garanties pour sûreté des engagements contractés par la Société et accepte les garanties offertes pour sûreté des engagements pris envers elle;

Il détermine le placement des fonds disponibles et dispose des fonds mis en dépôt ou en compte courant;

Il arrête les règlements relatifs à l'organisation des services ainsi que les règlements d'administration ou d'ordre intérieur;

Il fixe et modifie les tarifs;

Il crée les comités techniques et autres qui lui paraissent nécessaires;

Il nomme, suspend et révoque tous agents et employés, fixe leurs traitements, salaires et gratifications et peut déterminer leurs attributions et affectations;

Il propose au Gouvernement wallon le cadre ainsi que le statut administratif et pécuniaire des agents;

Il autorise toutes actions judiciaires;

Il traite, transige et compromet sur tous les intérêts de la Société;

Il reçoit toutes sommes et valeurs revenant à la Société; il renonce à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires et donne mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, sans avoir à justifier d'aucun paiement;

Il provoque les déclarations d'utilité publique et poursuit les expropriations, au nom de la société, moyennant l'autorisation préalable du Gouvernement wallon;

Chaque année, il dresse un inventaire et établit les comptes annuels et un rapport de gestion dans les formes prescrites par l'article 77 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et transmet au Gouvernement wallon ou au Membre que celui-ci délègue à cette fin un rapport sur les opérations et la situation de la société. Le dernier bilan y est joint;

Il fixe le montant des indemnités et jetons de présence éventuels des délégués des associés dans les comités consultatifs et à l'assemblée générale;

Il prend toutes dispositions en rapport avec l'article 2.3 ° des présents statuts.

Il prend toutes les décisions utiles à l'exploitation industrielle et commerciale pour compte de tiers des installations de production, d'adduction et de distribution d'eau qui sont confiées à la S.W.D.E.;

Il décide lors de chaque émission de parts "B" de quels avantages jouiront ces parts; en tout état de cause, aucune rémunération ne peut être attribuée aux parts "B2".

Il décide des prises de participation dans le capital d'organismes ou sociétés publics ou privés qui peuvent contribuer directement ou indirectement à l'objet social de la S.W.D.E.;

Il soumet chaque année à l'Assemblée générale des associés un rapport sur l'état des participations citées ci-avant;

Il désigne ses représentants au sein des organes de direction, d'administration ou de contrôle des organismes, sociétés ou régies dont la S.W.D.E. assure la gestion ou dans le capital desquels elle a pris une participation;

Il assure la bonne fin des missions techniques qui sont confiées à la S.W.D.E. par la Région wallonne;

Il fixe, en vue de l'application des articles 6 et 42 des présents statuts, le taux d'intérêt ainsi que le nombre d'années à prendre comme base pour le calcul des annuités souscrites par la Région, la SPGE, les provinces, les communes et les intercommunales;

Il fixe également le taux et le nombre d'années à prendre comme base pour le calcul de l'annuité fictive afférente aux versements effectués en libération des parts "A" par les communes et les intercommunales ou en leur lieu et place.

Art. 21. Le Conseil d'administration peut déléguer une partie de ses pouvoirs au président, ou en cas d'absence ou d'empêchement, à son remplaçant qui les exercera sur avis du directeur général.

Art. 22. Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son président ou de celui qui le remplace; il doit être réuni lorsque quatre administrateurs le demandent.

La présence de la majorité des membres est nécessaire pour délibérer valablement.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents; en cas de partage, le président de séance a voix prépondérante.

En cas d'abstention du président de séance et de partage des voix, la proposition est rejetée.

Art. 23. Si, à deux reprises et après convocations régulières, le Conseil ne s'est pas trouvé en nombre, il délibère valablement à la séance qui suit la troisième convocation, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets qui ont été portés trois fois de suite à l'ordre du jour.

Art. 24. Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre spécial tenu au siège de la société. Les procès-verbaux sont signés par les membres qui ont pris part à la délibération.

Art. 25. Conformément à l'article 9 du décret du 23 avril 1986 et aux articles 9 et 10 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, deux commissaires désignés par le Gouvernement wallon siègent avec voix consultative aux réunions des organes d'administration et de contrôle de la société.

Un commissaire est le Membre du Gouvernement wallon ayant l'Eau dans ses attributions, ou son représentant, l'autre est le membre du Gouvernement wallon ayant le Budget dans ses attributions, ou son représentant.

Art. 26. Il est porté annuellement aux frais de structure et de fonctionnement une somme à répartir entre le président et les membres du Conseil d'administration d'après un règlement à arrêter entre eux avec l'approbation du Gouvernement wallon.

§ 2. Le directeur général

Art. 27. Le Directeur général et le Directeur général-adjoint sont nommés et peuvent être révoqués par le Gouvernement wallon.

Le Gouvernement wallon règle ce qui a trait aux rémunérations et à la durée des fonctions du Directeur général et du Directeur général-adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général, ses fonctions sont remplies par le Directeur général-adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général et du Directeur général-adjoint, le Conseil d'administration peut désigner un de ses membres pour remplir temporairement leurs fonctions.

Art. 28. Le Directeur général, assisté du Directeur général-adjoint, est notamment chargé de l'exécution des décisions du Conseil d'administration et de la gestion journalière des affaires de la Société dont il rend compte au Conseil d'administration.

Le Directeur général assiste avec voix consultative aux séances du Conseil d'administration.

Le Directeur général-adjoint en assume le secrétariat.

A l'égard des tiers, le Directeur général représente la Société dans tous les actes relatifs à cette gestion journalière.

Les actions judiciaires sont exercées à sa poursuite et à sa diligence.

Il signe, en exécution des résolutions du Conseil d'administration, les conventions et actes de toute nature, sans devoir produire aucun pouvoir.

Il délivre également les copies et extraits des procès-verbaux du Conseil d'administration, de l'Assemblée générale, du Comité de surveillance et des Comités consultatifs.

§ 3. Le contrôle de la société

Art. 29. Le Comité de surveillance est composé de six commissaires.

Cinq commissaires sont présentés par les Provinces associées. Ils sont nommés et peuvent être révoqués par l'assemblée générale. Leur mandat est d'un an et peut être renouvelé indéfiniment.

En cas de vacance d'une place de commissaire, il y est pourvu par l'Assemblée générale à sa première réunion.

Toutefois, si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le Conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'Assemblée générale pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Celui qui est appelé à remplacer un commissaire avant l'expiration du mandat de ce dernier, achève, le cas échéant, le mandat interrompu.

Le sixième commissaire est le Directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne ou, s'il échet, l'Inspecteur général de l'Eau de la même direction générale.

Il est porté annuellement aux frais de structure et de fonctionnement une somme à répartir entre les commissaires d'après un règlement à fixer par le Conseil d'administration et approuvé par le Gouvernement wallon.

Art. 30. Le Comité de surveillance donne son avis sur les affaires qui lui sont soumises par le Conseil d'administration.

Les commissaires ont un droit illimité de surveillance sur toutes les opérations de la Société.

Il peuvent prendre connaissance des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et de toutes les écritures sans déplacement de ces documents.

Il est remis aux commissaires, chaque semestre, par le Conseil d'administration, un état résumant la situation active et passive de la Société.

Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Art. 31. § 1^{er}. L'assemblée générale nomme un commissaire-réviseur conformément aux articles 64 à 67 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le commissaire-réviseur choisi par l'assemblée générale est nommé pour trois ans. Sa rémunération est fixée par l'assemblée générale.

En cas de vacance du mandat de commissaire-réviseur avant l'expiration du délai normal, il y est pourvu par l'assemblée générale à sa première réunion.

Celui qui est désigné pour remplacer un commissaire-réviseur achève le mandat de son prédécesseur.

Chaque trimestre, un état des encaisses est remis au commissaire-réviseur.

Le commissaire-réviseur doit soumettre à l'approbation de l'assemblée générale les résultats de sa mission et lui faire les propositions qu'il estime nécessaires.

§ 2. Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, un ou plusieurs réviseurs peuvent être désignés par le Gouvernement wallon parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

§ 3. Les réviseurs désignés conformément aux § 1^{er} et § 2 ci-dessus remettent un rapport commun à l'assemblée générale.

§ 4. Les comités consultatifs

Art. 32. Il est créé, pour chaque service en exploitation, un comité consultatif présidé par un délégué du Conseil d'administration et composé des associés détenteurs de parts sociales A et B, à l'exclusion de la Région, de la SPGE et des Provinces.

Le fonctionnement de ces comités est fixé par un règlement du Conseil d'administration approuvé par l'assemblée générale.

Chaque comité se réunit au moins une fois par an pour examiner les comptes annuels.

Tous les comités du ressort d'une même direction décentralisée sont réunis au moins une fois par an en assemblée commune. Lorsque la compétence du service s'étend à l'ensemble de la Société, le comité consultatif précède la réunion de l'assemblée générale ordinaire au même endroit.

Sont soumis obligatoirement à l'avis de ce comité :

1. tout projet d'extension, de réduction ou de modification du service;
2. tout projet de fusion d'un service avec un ou plusieurs autres;
3. tout projet de modification des tarifs de vente de l'eau;
4. la limitation et l'utilisation du fonds de prévision du service;
5. toute proposition d'admission d'un nouveau membre qui ferait éventuellement partie du service;
6. toute demande de démission ou toute proposition d'exclusion d'un associé qui fait partie du service;
7. tout programme de travaux intéressant le service.

CHAPITRE V. — *L'assemblée générale*

Art. 33. L'assemblée générale se compose des associés, des membres du Conseil d'administration, du directeur général, du directeur général adjoint et des membres du comité de surveillance.

Chaque associé ne peut se faire représenter, par procuration écrite, à l'assemblée générale que par un seul délégué. Les associés ont autant de voix qu'ils possèdent de parts.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de parts dépassant la cinquième partie des parts représentées à l'assemblée.

Pour la nomination des administrateurs, cette limite est calculée en faisant abstraction des parts de la Région et de la SPGE.

Art. 34. Il est tenu, chaque année et pour la première fois en 1987 à Verviers, le dernier mardi du mois de mai, à quinze heures, une assemblée générale ordinaire des associés.

Art. 35. L'exercice social coïncide avec l'année civile.

A la fin de chaque exercice social, le Conseil d'administration dresse l'inventaire ainsi que le bilan, le compte de résultats et ses annexes. Ceux-ci sont soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

L'Assemblée générale annuelle entend les rapports de gestion des administrateurs, du ou des commissaire(s)-réviseur(s) et du comité de surveillance et statue sur l'adoption des comptes annuels.

Après l'adoption des comptes annuels, l'assemblée se prononce sur la décharge des administrateurs, du ou des commissaire(s)-réviseur(s) et des membres du comité de surveillance.

Les comptes annuels sont déposés dans les trente jours après leur approbation au greffe du tribunal de commerce du siège de la société.

L'assemblée générale procède à l'élection des administrateurs, du commissaire-réviseur et des commissaires en remplacement des titulaires sortants, démissionnaires ou décédés, dont la nomination lui appartient.

Les représentants de la Région et de la SPGE ne peuvent participer à la désignation des administrateurs.

Art. 36. Le Conseil d'administration peut convoquer des assemblées générales extraordinaires.

Il doit les convoquer dans les trente jours, sur la demande du comité de surveillance, d'un commissaire-réviseur ou d'associés représentant le cinquième du capital social. Cette demande est accompagnée d'un ordre du jour précisant ce qui doit être traité par l'assemblée.

Art. 37. Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par lettres recommandées et par avis inséré au *Moniteur belge*, vingt jours au moins avant l'assemblée générale. Celle-ci ne peut statuer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour.

Art. 38. Le bureau de l'assemblée générale se compose des Membres du Conseil d'administration, du Directeur général et du Directeur général-adjoint.

L'assemblée est présidée par le Président du Conseil d'administration et, à son défaut, par celui qui le remplace.

Le président choisit le secrétaire.

En cas de vote, le bureau s'adjoit deux délégués des associés comme scrutateurs.

Une liste de présence indiquant les noms des associés et le nombre des parts qu'ils représentent est signée par chacun d'eux en entrant à l'assemblée.

Art. 39. L'assemblée générale est régulièrement constituée quel que soit le nombre de parts représentées. Les décisions sont prises à la majorité des voix émises ou représentées. En cas de parité, la proposition est rejetée.

Cependant, lorsqu'il s'agit de délibérer sur des modifications aux statuts, sur l'exclusion d'un associé, sur l'abandon de l'exploitation ou la cession de tout ou partie d'un service de distribution, l'assemblée n'est valablement constituée que si les membres qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement quelle que soit la partie du capital représentée par les associés présents.

Dans l'un comme dans l'autre cas, aucune proposition n'est admise si elle ne réunit les voix de la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Toute modification aux statuts doit être approuvée par le Gouvernement wallon.

Art. 40. Le vote au scrutin secret est de droit s'il est demandé par dix associés et il est obligatoire pour les nominations et les révocations.

Le bureau doit prendre les mesures nécessaires pour assurer le secret absolu du vote.

Le Conseil d'administration fixe dans un règlement qu'il soumet à l'assemblée générale, le mode de délibération de celle-ci et les formalités nécessaires pour y être admis.

Art. 41. Le procès-verbal de l'assemblée générale est signé par les membres du bureau et par les associés qui le demandent.

CHAPITRE VI. — *Comptes des services - comptes et bilan - répartition des bénéfices - fonds de réserve*

Art. 42. Il est créé un service dénommé "Service ERPE" enregistrant les opérations relatives aux biens affectés à l'activité de l'ERPE et dont la SWDE est usufruitière.

Ce service fait l'objet de comptes séparés dans la comptabilité analytique d'exploitation et son fonctionnement est réglé conventionnellement ou par le Conseil d'administration.

Les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas à ce service.

Art. 43. § 1^{er}. Chaque service de production, d'adduction ou de distribution d'eau et chacune des autres activités font l'objet de comptes séparés dans la comptabilité sociale.

§ 2. La quote-part dans les frais de structure et de fonctionnement de chaque activité autre que de production, d'adduction et de distribution d'eau, est fixée conventionnellement ou, à défaut, par le Conseil d'administration.

§ 3. Après déduction des montants déterminés au paragraphe 2, les frais de structure et de fonctionnement sont répartis entre les différents services de production, d'adduction et de distribution d'eau au prorata du montant des capitaux investis dans les travaux d'établissement, d'extension et d'amélioration du service.

Art. 44. La rémunération des parts sociales B, telle qu'arrêtée par le Conseil d'administration, figure en dépense du compte d'exploitation du service concerné.

Lorsque le capital d'un service est constitué uniquement de parts B, la rémunération de ce capital est répartie entre les services selon les mêmes critères que les frais de structure et de fonctionnement, sauf si une convention approuvée par le Conseil d'administration en décide autrement.

Art. 45. Si le compte d'un service de production, d'adduction ou de distribution d'eau est clôturé par un solde négatif, celui-ci doit être apuré en espèces par les souscripteurs de parts sociales A de ce service, à l'exclusion de la Région, de la SPGE et des provinces. Il est dérogé à l'article 1855, al. 2, du code civil et à l'article 144 in fine des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Dans les services de production et d'adduction, le montant à apurer est réparti parmi les associés communaux et intercommunaux proportionnellement aux quantités d'eau fournies pendant l'exercice écoulé.

Dans les services de distribution, le montant à apurer est réparti parmi les associés communaux et intercommunaux proportionnellement aux quantités d'eau consommées sur leur territoire respectif.

Il doit être payé dans les deux mois à partir de la présentation du compte par la Société.

Lorsque le compte d'une activité autre que de production, d'adduction ou de distribution d'eau se clôture par un solde négatif, ce dernier est pris en charge par les frais de structure et de fonctionnement, à moins qu'il n'en ait été décidé autrement dans une convention approuvée par le Conseil d'administration.

Art. 46. Après déduction des dépenses, l'excédent des recettes de chaque service de production, d'adduction et de distribution d'eau servira à :

1. Constituer à concurrence du 1/20^e de cet excédent la réserve commune à tous les services. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint le dixième du capital social.

2. Distribuer un dividende aux détenteurs de parts A de ce service sauf à la Région, à la SPGE et aux provinces, à moins qu'il ne s'agisse de parts souscrites temporairement par ces pouvoirs publics en lieu et place des communes dont l'adhésion n'a pu être immédiatement obtenue.

Le dividende sera calculé au prorata des charges financières supportées par chaque associé détenteur de parts A pendant l'exercice concerné. Le Conseil d'administration peut, pour ce calcul, transformer en une annuité fictive tout versement en espèces en libération de parts. Le Conseil d'administration peut également prendre en considération les charges financières des emprunts contractés par une commune associée pour la production et la distribution d'eau.

Toutefois, le dividende ne pourra dépasser pour les communes et les intercommunales ou pour les parts souscrites à la décharge des communes par la Région ou les provinces, la somme correspondant à l'intérêt et à l'amortissement des versements effectués ou le montant de l'annuité souscrite. Il cessera d'être distribué lorsque l'amortissement de leurs parts sociales sera complètement effectué.

Pour les centres publics d'aide sociale et les personnes de droit privé, le dividende ne pourra dépasser 4 % des versements effectués en libération de parts A.

3. Si, après cette répartition, il reste un excédent et si, pour un exercice antérieur, le dividende attribué aux associés est resté inférieur aux limites fixées au § 2, l'assemblée générale pourra affecter l'excédent sur proposition du Conseil d'administration et après avis du comité consultatif concerné à concurrence de la moitié au maximum au paiement d'un dividende supplémentaire pour l'exercice concerné sans que les limites légales puissent être dépassées.

Le cas échéant, le dividende supplémentaire est réparti entre les associés du service au prorata des charges financières passées non couvertes sans tenir compte des charges financières de l'exercice.

Le surplus sera affecté à la formation pour chaque service d'un fond de prévision.

Le plafond du fonds de prévision sera fixé par le Conseil d'administration, après avis du comité consultatif du service.

4. Lorsque le maximum du fonds de prévision est atteint, le surplus du service est ristourné aux communes, aux intercommunales et aux personnes de droit privé qui sont clients de ce service, sur proposition du Conseil d'administration et après avis du comité consultatif concerné.

Art. 47. Après prélèvement de la réserve légale, le solde bénéficiaire des comptes des activités autres que de production, d'adduction et de distribution d'eau, est affecté à la couverture éventuelle des déficits antérieurs comptabilisés dans les charges de structures et de fonctionnement conformément à l'article 41. Le surplus est affecté à un fonds de développement dont l'utilisation est décidée par l'assemblée générale des associés sur proposition du Conseil d'administration.

Art. 48. Le fonds de prévision est destiné à financer des travaux d'extension, de modification ou d'amélioration de la production, de l'adduction et de la distribution d'eau.

Toutefois, lorsque ces travaux relèvent du premier établissement, la part dans le capital social de chaque associé, à l'exclusion de la Région, de la SPGE et des provinces, est augmentée à due concurrence.

CHAPITRE VII. — *Dissolution - cession ou cessation d'exploitation*

Art. 49. La dissolution de la Société ne peut être prononcée qu'à la date d'entrée en vigueur d'un décret qui réglera les modalités de sa liquidation et la situation de ses agents.

Art. 50. La Société pourra être autorisée par le Gouvernement wallon aux conditions à déterminer par lui :

1° à céder à une commune ou à une intercommunale, tout ou partie de l'un de ses services de distribution d'eau;

2° à cesser l'exploitation d'un de ses services, sur la proposition de la majorité des associés détenteurs de parts sociales souscrites pour la création de ce service.

En cas d'application de l'article 7 du décret du 23 avril 1986, par suite de cession totale ou de cessation d'exploitation d'un service de distribution d'eau, les associés titulaires de parts sociales de ce service cessent de faire partie de la société, à moins qu'ils ne soient détenteurs de parts se rapportant à d'autres services.

Il sera procédé à la liquidation de l'avoir social du service cédé ou abandonné.

Si les bases de la répartition de cet avoir n'ont pas été arrêtées au moment de la constitution du service, le montant de la part à restituer à chacun des associés sera fixé par le Conseil d'administration après avis du comité consultatif du service concerné sans préjudice de toutes réparations ou dommages et intérêts qui seraient dus à la société.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 février 2000.

Namur, le 3 février 2000.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

F. 2000 — 574

[C — 200 0/27088]

3. FEBRUAR 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Abänderungen der Satzungen der "Société wallonne des Distributions d'Eau" (Wallonische Wasserversorgungsgesellschaft)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 6, § 1, V, 1^{er};

Aufgrund des Dekrets vom 23. April 1986 zur Gründung einer "Société wallonne des Distributions d'Eau", abgeändert durch die Dekrete vom 5. November 1987 und vom 25. Juli 1991, und insbesondere seines Artikels 3;

Aufgrund der Bekanntgabe vom 20. Januar 2000 des Beschlusses über die Abänderung der Satzungen, den die außerordentlichen Hauptversammlungen vom 26. Mai 1998 und vom 15. Dezember 1999 genehmigt haben;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Beschließt:

Article 1^{er} - Die Abänderungen der Satzungen der "Société wallonne des Distributions d'Eau", so wie sie in den vorerwähnten Beschlüssen der außerordentlichen Hauptversammlungen vom 26. Mai 1998 und vom 15. Dezember 1999 festgelegt worden sind und nachstehend wiedergegeben sind, werden hiermit genehmigt.

Art. 2 - Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Februar 2000

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

—
Anlage

Satzungen der "Société wallonne des Distributions d'Eau"KAPITEL I. — *Gründung, Sitz, Zweck und Dauer der Gesellschaft*

Article 1^{er}. § 1. Zwischen der Wallonischen Region, den Provinzen, den Gemeinden, den Interkommunalen, den öffentlichen Sozialhilfezentren und den privatrechtlichen Personen, die Gesellschaftsanteile der Nationalen Wasserversorgungsgesellschaft besitzen und die von der Wallonischen Region abhängen oder die den vorliegenden Satzungen zustimmen werden, wird eine Vereinigung gegründet, die den Namen "Société wallonne des Distributions d'Eau" trägt. Sie hat die Form einer Genossenschaft mit beschränkter Haftung.

Die "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung), abgekürzt "S.P.G.E." und andere öffentlich-rechtliche Personen sind ebenfalls berechtigt, Gesellschafter der "Société wallonne des Distributions d'Eau" zu werden. Die Beteiligungen der "S.P.G.E." innerhalb des Kapitals der "SWDE" dürfen jedoch 20 % nicht überschreiten.

Der Gesellschaftssitz befindet sich in Verviers, rue de la Concorde, 41.

§ 2. Die dezentralisierten Direktionen werden vom Verwaltungsrat bestimmt. Es wird von Artikel 4 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften abgewichen.

Art. 2. Die Gesellschaft hat folgende Aufgaben:

1. Die Analyse, die Errichtung und die Bewirtschaftung von öffentlichen Diensten für Wassergewinnung, -zuführung und -versorgung durch Kanalisationen in der Wallonischen Region;

2. jegliche Maßnahme zu ergreifen oder ergreifen zu lassen, durch die sie die Verpflichtungen erfüllen kann, die mit der Sanierung des für die öffentliche Versorgung bestimmten geförderten Wassers und mit dem Schutz des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers verbunden sind und im allgemeinen die gesamten Verpflichtungen, die aus den mit dem Wasserkreislauf verbundenen gesetzlichen oder vorschriftsmäßigen Erfordernissen entstehen;

3. die Analyse und die Errichtung von Wasserzuführungs- und Wasserverteilungsnetzen außerhalb der Wallonischen Region für Rechnung von Dritten;

4. jegliche fachbezogene Aufgabe, deren Art und Ausführungsmodalitäten die Wallonische Regierung bestimmt und die der Wallonischen Region ermöglicht, die Anzahl der Belastungseinheiten festzusetzen, die zur Berechnung der Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern erforderlich ist;

5. die Beteiligung an bestehenden oder zu gründenden belgischen, ausländischen oder internationalen öffentlichen oder privaten Einrichtungen bzw. Gesellschaften, die direkt oder indirekt zu der Erfüllung ihres Zwecks beitragen können, wenn sie die Genehmigung der Wallonischen Regierung erhalten hat;

6. die industrielle und kommerzielle Betreibung von Wassergewinnungs- und Wasserzuführungsanlagen für Rechnung von Dritten;

7. die Belieferung der nichtangeschlossenen Verteiler mit Wasser, einschließlich der Verteiler, die ein Gebiet außerhalb der Wallonischen Region versorgen.

Sie kann die gesamten Maßnahmen, die mit ihrem Zweck verbunden sind, ergreifen.

Art. 3. Die Gesellschaft wird für eine Dauer gegründet, die beim Inkrafttreten eines Dekrets endet, das ihre Auflösung verkündet und die Modalitäten für ihre Liquidation und die Lage ihrer Bediensteten regelt.

Art. 4. Die Gesellschaft führt am Gesellschaftssitz ein Register, das die Gesellschafter vor Ort einsehen können und das für jeden von ihnen Folgendes angibt:

1. seinen Namen, seine Vornamen bzw. seine Benennung und seinen Wohnsitz;

2. das Datum seiner Aufnahme, seines Rücktritts bzw. seines Ausschlusses;
 3. die Anzahl Gesellschaftsanteile, die er besitzt, sowie die Zeichnungen neuer Anteile, die Rückzahlungen von Anteilen, die Abtretungen von Anteilen mit ihrem jeweiligen Datum.
 4. den Betrag der vorgenommenen Einzahlungen und die als Rückzahlung der Anteile abgehobenen Summen.
- Der Generaldirektor ist mit den Eintragungen beauftragt.

Die Eintragungen erfolgen auf der Grundlage der datierten und unterzeichneten Beweisstücke. Sie erfolgen in der Reihenfolge ihres Datums.

Der Generaldirektor händigt den Inhabern eine Kopie der sie betreffenden Vermerke, die im Register der Gesellschafter aufgeführt sind, aus, wenn sie dies schriftlich beantragen. Diese Kopien können im Gegensatz zu den im Register der Gesellschafter eingetragenen Vermerken nicht als Beweisstücke dienen.

KAPITEL II. — *Grundkapital, Anleihen und Schuldverschreibungen*

Art. 5. Unbeschadet des Artikels 19 des Dekrets vom 23. April 1986 zur Gründung der "S.W.D.E." » besteht das Gesellschaftskapital aus A-Anteilen und B-Anteilen, die in so vielen Serien von Anteilen gezeichnet worden sind, wie es verschiedene Wassergewinnungs-, Wasserzuführungs- und Wasserversorgungsdienste, deren Gegenstand zur Erfüllung der in Artikel 2 der vorliegenden Satzungen bestimmten Aufgaben unerlässlich ist, gibt; diese Anteile können von der Region, der "S.P.G.E." », den Provinzen, den Interkommunalen, den Gemeinden, den öffentlichen Sozialhilfezentren und den öffentlich-rechtlichen oder privatrechtlichen Personen gezeichnet werden.

Die Gesellschafter können nur bis zur Höhe ihrer Einlagen mit den Schulden der Gesellschaft belegt werden. Es wird von Artikel 147ter der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften abgewichen.

Das Gesellschaftskapital ist unbegrenzt.

Art. 6. Die Region, die Provinzen und die Gemeinden verfügen immer über die Stimmenmehrheit in den verschiedenen Verwaltungs- und Kontrollorganen der Gesellschaft, ungeachtet des Umfangs der Einlagen der verschiedenen Parteien bei der Bildung des Gesellschaftskapitals.

Art. 7. § 1 - Das minimale Grundkapital der Gesellschaft ist auf zehn Milliarden BEF festgelegt.

Das ursprüngliche Grundkapital der Gesellschaft ist auf 15.341.555.000 BEF festgelegt.

Das Gesellschaftskapital besteht aus Namensanteilen "A" von jeweils tausend BEF und aus Namensanteilen "B" von jeweils einer Million BEF.

Es gibt zwei Kategorien von B-Anteilen: die Anteilen "B1", die den von finanziellen Einrichtungen eingebrachten Werten entsprechen und die Anteilen "B2", die als Gegenleistung von Sacheinlagen, die keine Einlagen in Volleigentum sind, ausgegeben werden.

Eine Anzahl Gesellschaftsanteile, die dem Mindestkapital entspricht, muss jederzeit völlig gezeichnet und eingezahlt sein.

§ 2 - Jeder einer Kapitaleinlage entsprechende Anteil und jeder einer Sacheinlage entsprechende Anteil müssen zu einem Viertel eingezahlt sein.

§ 3 - Für Sacheinlagen dürfen nur dann Anteile, die das Gesellschaftskapital darstellen, als Gegenleistung gewährt werden, wenn sie aus Aktivposten zusammengesetzt sind, die wirtschaftlich geschätzt werden können; dies gilt nicht für die Aktiva, die aus Verpflichtungen in Bezug auf die Ausführung von Arbeiten oder Dienstleistungen bestehen. Es wird von den Artikeln 147bis § 2 147quater und 147sexies der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften abgewichen.

Art. 8. Was die A-Anteile betrifft, die auf jeden Dienst entfallen, so werden diese an den vom Verwaltungsrat festgelegten und einen Monat im Voraus mitgeteilten Daten eingezahlt, unter Vorbehalt der Möglichkeit für die Region, die "S.P.G.E." », die Provinzen, die Gemeinden und die Interkommunalen, sich durch Annuitäten von ihren Zeichnungen zu befreien.

Die Scheine für die gezeichneten Annuitäten werden der Gesellschaft sofort übermittelt. Sie sind unveräußerlich.

Art. 9. Im Falle eines Zahlungsverzugs werden dem Betreffenden von Rechtswegen und ohne vorherige Zahlungsaufforderung Zinsen auferlegt, die zu dem im zivil- oder handelsrechtlichen Bereich legalen Zinssatz berechnet werden und der Gesellschaft zukommen.

Unter Vorbehalt der Genehmigung der Hauptversammlung und nach Stellungnahme des betreffenden beratenden Ausschusses kann der Verwaltungsrat nach einer zweimaligen Mahnung in zweimonatigen Abständen den Ausschluss der rückständigen Gesellschafter aussprechen.

Der ausgeschlossene Gesellschafter ist berechtigt, bei der Wallonischen Regierung Berufung einzulegen, die eine Entscheidung trifft, nachdem sie die Erklärungen des Verwaltungsrats angehört hat.

Art. 10. Ein Gesellschafter darf ohne die Erlaubnis des Verwaltungsrats keine Gelder einzahlen, die die eingeforderten anteilmäßigen Beträge überschreiten.

Art. 11. Die Gesellschaftsanteile "A" und "B2" können mit der Erlaubnis des Verwaltungsrats nur an die Region, an die Provinzen, die Gemeinden, die Interkommunalen, oder an die "S.P.G.E." » abgetreten werden.

Aufhebung des zweiten Absatzes.

(Die Gesellschaftsanteile "B" können nur mit der Erlaubnis des Verwaltungsrates an Gesellschafter abgetreten werden. Wenn diese Anteile jedoch voll eingezahlt werden und der Zeichner auf dem Umweg über die Ausschüttung der Dividende die Gesamtheit der in den Bedingungen für die Einzahlung dieser Anteile bestimmten Beträge wiedererlangt hat, werden sie automatisch wieder dem Verwaltungsrat zur Verfügung gestellt, und dieser verteilt sie aufgrund des Gutachtens des beratenden Ausschusses des betreffenden Dienstes unter die assoziierten Gemeinden und Interkommunalen des betreffenden Dienstes.)

Art. 12. Mit der Erlaubnis der Wallonischen Regierung und in Abweichung von Artikel 52ter der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften ist die Gesellschaft berechtigt, Anleihen aufzunehmen oder Schuldverschreibungen auszugeben, die den Annuitäten entsprechen, die die Gemeinden, die Interkommunalen, die Provinzen, die Region und die „S.P.G.E.« ihr schulden, zwecks der Finanzierung des Wiederkaufs von bestehenden Anlagen oder von spezifischen Anlagen erster Einrichtung und übergangsweise der Investitionen, die aus den Bezuschussungsmodalitäten, die Gegenstand des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Dezember 1987 sind, Nutzen ziehen. Diese Anleihen und Schuldverschreibungen müssen in höchstens neunzig Jahren getilgt werden.

KAPITEL III. — *Aufnahme, Rücktritt, Ausschluss der Gesellschafter und Zurückziehung von Einzahlungen*

Art. 13. Die Aufnahme von neuen Gesellschaftern wird vom Verwaltungsrat ausgesprochen, der die Bedingungen für ihre Aufnahme festlegt.

Wenn die neuen Gesellschafter zu einem bestehenden Dienst gehören sollen, darf der Rat erst eine Entscheidung treffen, nachdem er den beratenden Ausschuss dieses Dienstes angehört hat.

Wenn der Beitritt eines neuen Gesellschafters zu einem Dienst die Erhöhung des Kapitals des Dienstes erfordert, darf der Rat die Aufnahme erst nach Stellungnahme des beratenden Ausschusses dieses Dienstes aussprechen.

Wenn der Verwaltungsrat die Aufnahme ablehnt, kann der Betreffende Berufung bei der Wallonischen Regierung einlegen, die eine Entscheidung trifft, nachdem sie die Erklärungen des Rats angehört hat.

Art. 14. Jeder neue Gesellschafter muss ab seiner Aufnahme auf den Betrag seiner Beteiligung in A-Anteilen eine Summe einzahlen, die den Einzahlungen proportional ist, die auf den Anteil am A-Kapital von den anderen Gesellschaftern des Dienstes, zu dem er gehört, eingefordert worden sind.

Die Bedingungen für die Einzahlung der von einem neuen Gesellschafter gezeichneten B-Anteile werden vom Verwaltungsrat bestimmt.

Art. 15. Jedes Rücktrittsgesuch eines Gesellschafters wird dem Verwaltungsrat vorgelegt nach Stellungnahme des beratenden Ausschusses des Dienstes, zu dem der Betreffende gehört.

Der Beschluss des Verwaltungsrates muss mit Gründen versehen sein und muss von der Wallonischen Regierung genehmigt werden.

Im Falle einer Ablehnung kann der antragstellende Gesellschafter eine Berufung bei der Wallonischen Regierung einlegen.

In Abweichung von Artikel 153 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften wird der Betrag des Anteils, der dem ausgeschiedenen Gesellschafter zurückzuzahlen ist, nach Stellungnahme des beratenden Ausschusses vom Verwaltungsrat festgelegt.

Aufhebung des Absatzes 3 (Man geht jedoch davon aus, dass ein Gesellschafter von Amts wegen zurücktritt, wenn die Gesamtheit seiner B-Anteile in Anwendung von Artikel 9 der vorliegenden Satzungen dem Verwaltungsrat wieder zur Verfügung gestellt worden ist).

Art. 16. Wenn ein Gesellschafter die Verbindlichkeiten, die er der Gesellschaft gegenüber eingegangen ist, nicht erfüllt, kann sein Ausschluss aufgrund des Gutachtens des beratenden Ausschusses des Dienstes, zu dem er gehört, und unter Vorbehalt der Genehmigung der Hauptversammlung durch einen mit Gründen versehenen Beschluss des Verwaltungsrates ausgesprochen werden, es sei denn, der ausgeschlossene Gesellschafter legt eine Berufung bei der Wallonischen Regierung ein.

In Abweichung von Artikel 153 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften wird der Betrag des Anteils, der dem ausgeschlossenen Gesellschafter zurückzuzahlen ist, nach Stellungnahme des beratenden Ausschusses vom Verwaltungsrat festgelegt.

Es wird von Artikel 152 der koordinierten Gesetze abgewichen.

Art. 17. Einzahlungen dürfen nur mit der Erlaubnis des Verwaltungsrats zurückgezogen werden; es sei denn, es wird eine Berufung bei der Hauptversammlung eingelegt.

KAPITEL IV — *Verwaltung der Gesellschaft, Direktion und Aufsicht*

§ 1 - Verwaltungsrat

Art. 18. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat und einem Generaldirektor, der von einem beigeordneten Generaldirektor unterstützt wird, verwaltet.

Der Verwaltungsrat umfasst zwölf Mitglieder, darunter einen Vorsitzenden, einen ersten Vizevorsitzenden und einem zweiten Vizevorsitzenden.

Wenn der Vorsitzende abwesend oder verhindert ist, ersetzt ihn der erste Vizevorsitzende.

Wenn der erste Vizevorsitzende abwesend oder verhindert ist, ersetzt ihn der zweite Vizevorsitzende.

Wenn der zweite Vizevorsitzende abwesend oder verhindert ist, wird der Vorsitz des Verwaltungsrats vom Mitglied geführt, das am längsten im Amt ist.

Bei gleichem Amtsalter wird der Vorsitz des Rats vom ältesten Mitglied geführt.

Art. 19. § 1. Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden zur Hälfte — darunter der Vorsitzende — von der Wallonischen Regierung und zur Hälfte von der Hauptversammlung der Gesellschafter — mit Ausnahme der Region und der "S.P.G.E." — ernannt und können auch so abgesetzt werden.

§ 2 - Auf Vorschlag der "S.P.G.E." » werden zwei Mitglieder unter den von der Wallonischen Regierung ernannten Mitgliedern bezeichnet.

§ 3 - Mindestens sechs Verwalter werden unter den Bürgermeister, Schöffen, Gemeinderatsmitgliedern, Vorsitzenden und Mitgliedern der Sozialhilferäte der ÖSHZ der assoziierten Gemeinden bezeichnet.

§ 4 - Der Verwaltungsrat bezeichnet einen ersten Vizevorsitzenden und einen zweiten Vizevorsitzenden unter seinen Mitgliedern.

§ 5 - Das Mandat des Vorsitzenden, der Vizevorsitzenden und der anderen Verwalter dauert sechs Jahre; es kann für die gleiche Dauer unbegrenzt verlängert werden.

§ 6 - Alle drei Jahre und, zum ersten Mal, drei Jahre nach der ersten ordentlichen Hauptversammlung scheidet sechs Ratsmitglieder aus ihrem Amt aus, und zwar drei der von der Wallonischen Regierung ernannten Mitglieder und drei der von der Versammlung ernannten Mitglieder. Beim ersten Mal wird das Los die Reihenfolge des Abgangs bestimmen.

§ 7 - Wenn eine Stelle als von der Hauptversammlung ernanntes Verwaltungsratsmitglied frei wird, kann der Verwaltungsrat die offene Stelle vorläufig besetzen; die endgültige Wahl nimmt die Hauptversammlung bei ihrer ersten Sitzung vor.

§ 8 - Derjenige, der den Vorsitzenden, einen Vizevorsitzenden oder einen Verwalter vor Ablauf dessen Mandats ersetzten soll, beendet das abgebrochene Mandat.

§ 9 - Der Verwalter, der ebenfalls Gemeinderatsmitglied oder Mitglied des Sozialhilferates ist und das diese Eigenschaft verlieren sollte, scheidet von Amts wegen aus und wird bei der ersten Hauptversammlung, die dem Verlust dieser Eigenschaft folgt, ersetzt.

§ 10 - Der Verwaltungsrat kann Beobachtern erlauben, mit beratender Stimme an den Sitzungen der Gesellschaft teilzunehmen, sofern die Hauptversammlung der Gesellschafter damit einverstanden ist.

Art. 20. Der Verwaltungsrat hat die weitgehendsten Befugnisse bei der Führung und der Verwaltung der Gesellschaft. Alles, was die Satzungen nicht ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten, fällt in seinen Zuständigkeitsbereich.

Neben den Befugnissen, die die Satzungen ihm ausdrücklich verleihen, sorgt er für sämtliche Angelegenheiten der Gesellschaft, namentlich:

Er setzt das Kapital für die Errichtung eines jeden Dienstes fest.

Er beschließt die Ausgabe neuer Anteile der Kategorien "A" und "B".

Er beschließt die Errichtung, die Übernahme und die Erweiterung der Wasserversorgungsdienste sowie, aufgrund des gleichlautenden Gutachtens der betreffenden beratenden Ausschüsse, die Fusion ihrer Dienste.

Er erwirbt und veräußert alle beweglichen und unbeweglichen Güter; er trifft jegliches Abkommen, tätigt jeglichen Kauf und schließt jegliches Geschäft ab für die Errichtung und die Bewirtschaftung der geschaffenen oder zu schaffenden Dienste.

Er nimmt die Anleihen auf und gibt Schuldverschreibungen aus; er leistet Sicherheiten als Bürgschaft für die von der Gesellschaft eingegangenen Verbindlichkeiten und nimmt die Sicherheiten an, die für die ihr gegenüber eingegangenen Verbindlichkeiten geleistet werden.

Er bestimmt die Anlage des verfügbaren Kapitals und verfügt über die Depositen und Kontokorrenteinlagen.

Er bestimmt die Ordnungen in Bezug auf die Organisation der Dienste sowie die verwaltungsmäßigen Ordnungen und die allgemeinen Dienstordnungen.

Er setzt die Tarife fest und ändert sie ab.

Er bildet die technischen und anderen Ausschüsse, die er für notwendig hält.

Er ernennt sämtliche Bediensteten und Angestellten, enthebt sie zeitweilig ihres Amtes und setzt sie ab; er legt ihre Gehälter, Löhne und Gratifikationen fest und kann ihre Zuständigkeiten und Dienstposten bestimmen.

Er schlägt der Wallonischen Regierung den Stellenplan sowie das Verwaltungs- und Besoldungsstatut der Bediensteten vor.

Er erteilt die Genehmigungen zu gerichtlichen Klagen.

Er verhandelt, schließt Vergleiche und Schiedsverträge über alle Interessen der Gesellschaft.

Er nimmt alle Beträge und Wertpapiere an, die der Gesellschaft zustehen; er verzichtet auf die dinglichen Rechte, Vorzugsrechte und Nichtigkeitsklagen und erteilt die Genehmigung zur Löschung der Eintragung der Vorzugsrechte oder Hypotheken sowie zur Aufhebung der Auflassung hypothekarisch belasteter Grundstücke, der Pfändungen, der Zahlungssperre und aller anderen Hindernisse, ohne Zahlungen nachweisen zu müssen.

Er führt die Anerkennung der Gemeinnützigkeit herbei und nimmt mit der vorherigen Erlaubnis der Wallonischen Regierung die Enteignungen im Namen der Gesellschaft vor.

Jedes Jahr stellt er ein Inventar auf und erstellt die Jahresabrechnungen und einen Rechenschaftsbericht in der durch Artikel 77 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften vorgeschriebenen Weise und übermittelt der Wallonischen Regierung oder dem Mitglied, das diese zu diesem Zweck beauftragt, einen Bericht über die Geschäfte und die Lage der Gesellschaft. Diesem Bericht wird die letzte Bilanz beigefügt.

Er bestimmt den Betrag der eventuellen Vergütungen und Anwesenheitsgelder der Vertreter der Gesellschafter in den beratenden Ausschüssen oder bei der Hauptversammlung.

Er trifft alle Maßnahmen in Zusammenhang mit Artikel 2 3° der vorliegenden Satzungen.

Er trifft alle Beschlüsse, die für die industrielle und kommerzielle Betreuung der der "S.W.D.E. » anvertrauten Wassergewinnungs-, Wasserzuführungs- und Wasserversorgungsanlagen für Rechnung von Dritten nützlich sind.

Bei jeder Ausgabe von B-Anteilen beschließt er, welche Vorteile diese Anteile genießen werden. Unter allen Umständen wird den Anteilen "B2" keine Verzinsung gewährt.

Er beschließt die Beteiligungen am Kapital von öffentlichen oder privaten Einrichtungen bzw. Gesellschaften, die direkt oder indirekt zu der Erfüllung des Zwecks der "S.W.D.E. » beitragen können.

Er legt der Hauptversammlung der Gesellschafter jedes Jahr einen Bericht über den Stand der vorerwähnten Beteiligungen vor.

Er benennt seine Vertreter innerhalb der leitenden, Verwaltungs- und Kontrollorgane der Einrichtungen, Gesellschaften oder Regien, deren Geschäftsordnung von der "S.W.D.E. » wahrgenommen wird oder an deren Kapital sie beteiligt ist.

Er sichert die Erfüllung der technischen Aufgaben ab, die die Wallonische Region der "S.W.D.E. » anvertraut hat.

Im Hinblick auf die Anwendung der Artikel 6 und 42 der vorliegenden Satzungen bestimmt er den Zinssatz sowie die Anzahl Jahre, die als Grundlage für die Berechnung der von der Region, der "S.P.G.E. » , den Provinzen, den Gemeinden und den Interkommunalen gezeichneten Annuitäten zu berücksichtigen sind.

Er bestimmt ebenfalls den Zinssatz und die Anzahl Jahre, die als Grundlage für die Berechnung der fiktiven Annuität in Bezug auf die von den Gemeinden und den Interkommunalen bzw. für sie geleisteten Einzahlungen von A-Anteilen zu berücksichtigen sind.

Art. 21. Der Verwaltungsrat kann einen Teil seiner Befugnisse auf den Vorsitzenden oder, wenn dieser abwesend oder verhindert ist, auf dessen Stellvertreter übertragen, der sie aufgrund des Gutachtens des Generaldirektors ausübt.

Art. 22. Der Verwaltungsrat tagt jedesmal, wenn das Interesse der Gesellschaft es verlangt. Die Versammlungen werden durch den Vorsitzenden oder durch denjenigen einberufen, der ihn ersetzt. Der Rat muss zusammentreten, wenn vier Verwalter es beantragen.

Die Mehrheit der Mitglieder muss anwesend sein, damit die Beschlüsse gültig sind.

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst; bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Bei einer Enthaltung des Vorsitzenden der Sitzung und bei Stimmgleichheit wird der Vorschlag abgelehnt.

Art. 23. Wenn nach ordnungsgemäßen Einberufungen zweimal nicht genügend Ratsmitglieder anwesend sind, ist der Rat bei der Sitzung, die der dritten Einberufung folgt, für die Punkte, die dreimal nacheinander auf die Tagesordnung gesetzt worden sind, beschlussfähig, ganz gleich wieviel Mitglieder anwesend sind.

Art. 24. Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden durch Protokolle festgehalten, die in ein im Sitz der Gesellschaft geführtes Sonderregister eingetragen werden. Die Protokolle werden von den Mitgliedern, die an der Beratung teilgenommen haben, unterschrieben.

Art. 25. Gemäß Artikel 9 des Dekrets vom 23. April 1986 und den Artikeln 9 und 10 des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses wohnen zwei von der Wallonischen Regierung bestellte Kommissare den Versammlungen der Verwaltungs- und Kontrollorgane der Gesellschaft mit beratender Stimme bei.

Ein Kommissar ist das Mitglied der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, oder sein Stellvertreter. Der andere Kommissar ist das Mitglied der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, oder sein Stellvertreter.

Art. 26. Jährlich wird eine bestimmte Summe bereitgestellt, die zu Lasten der Struktur- und Betriebskosten geht und unter den Vorsitzenden und die Mitglieder des Verwaltungsrats verteilt wird gemäß einer Regelung, die diese unter sich festlegen müssen und die von der Wallonischen Regierung genehmigt wird.

§ 2 - Der Generaldirektor

Art. 27. Der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor werden von der Wallonischen Regierung ernannt und können von ihr abgesetzt werden.

Die Wallonische Regierung regelt die Fragen in Bezug auf die Gehälter und die Dauer des Amtes des Generaldirektors und des beigeordneten Generaldirektors.

Wenn der Generaldirektor abwesend oder verhindert ist, übernimmt der beigeordnete Generaldirektor sein Amt.

Wenn der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor abwesend oder verhindert sind, kann der Verwaltungsrat eines seiner Mitglieder bestellen, um ihr Amt zeitweilig auszuüben.

Art. 28. Der Generaldirektor, unterstützt vom beigeordneten Generaldirektor, ist insbesondere mit der Durchführung der Beschlüsse des Verwaltungsrats und mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft, über die er dem Rat Bericht erstattet, beauftragt.

Der Generaldirektor wohnt den Sitzungen des Verwaltungsrats mit beratender Stimme bei. Der beigeordnete Generaldirektor übernimmt deren Schriftführung.

Dritten gegenüber vertritt der Generaldirektor die Gesellschaft in allen Rechtshandlungen in Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung.

Klagen werden auf seine Betreibung und sein Betreiben eingereicht.

In Durchführung der Resolutionen des Verwaltungsrats unterschreibt er die Abkommen und Urkunden jeglicher Art, ohne irgendeine Vollmacht erweisen zu müssen.

Er fertigt ebenfalls die Abschriften der Protokolle des Verwaltungsrats, der Hauptversammlung, des Aufsichtsausschusses und der beratenden Ausschüsse sowie die Auszüge aus diesen Protokollen aus.

§ 3 - Die Kontrolle der Gesellschaft

Art. 29. Der Aufsichtsausschuss setzt sich aus sechs Kommissaren zusammen.

Fünf Kommissare werden von den assoziierten Provinzen vorgeschlagen. Sie werden von der Hauptversammlung ernannt und können von ihr abgesetzt werden. Ihr Mandat dauert ein Jahr und kann unbegrenzt erneuert werden.

Wenn die Stelle eines Kommissars frei wird, sorgt die Hauptversammlung bei ihrer ersten Versammlung für deren Besetzung.

Wenn die Anzahl der Kommissare infolge von Sterbefällen oder aus anderen Gründen um mehr als die Hälfte verringert ist, muss der Verwaltungsrat jedoch sofort die Hauptversammlung einberufen, um die fehlenden Kommissare ersetzen zu lassen.

Derjenige, der einen Kommissar ersetzen soll, bevor dieser sein Mandat zu Ende führen konnte, beendet gegebenenfalls das abgebrochene Mandat.

Der sechste Kommissar ist der Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region oder gegebenenfalls der Generalinspektor für Wasser derselben Generaldirektion.

Jedes Jahr wird eine bestimmte Summe bereitgestellt, die zu Lasten der Struktur- und Betriebskosten geht und unter die Kommissare verteilt wird gemäß einer Regelung, die der Verwaltungsrat festlegen muss und die von der Wallonischen Regierung genehmigt wird.

Art. 30. Der Aufsichtsausschuss gibt sein Gutachten über die Angelegenheiten ab, die ihm der Verwaltungsrat unterbreitet.

Die Kommissare verfügen über ein unbegrenztes Recht in der Überwachung aller Geschäfte der Gesellschaft. Sie können die Bücher, die Korrespondenz, die Protokolle und alle Geschäftsbücher an Ort und Stelle einsehen.

Der Verwaltungsrat übermittelt den Kommissaren jedes Halbjahr eine Aufstellung der Aktiva und Passiva der Gesellschaft.

Die Kommissare müssen der Hauptversammlung das Ergebnis ihres Auftrags mit den Vorschlägen, die sie für angemessen halten, vorlegen und ihr mitteilen, welches Verfahren sie zur Kontrolle der Inventare angewandt haben.

Art. 31. § 1 - Die Hauptversammlung ernennt einen Kommissar-Revisor gemäß den Artikeln 64 bis 67 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften.

Der von der Hauptversammlung gewählte Kommissar-Revisor ist für drei Jahre ernannt. Sein Gehalt wird von der Hauptversammlung festgelegt.

Wenn das Mandat des Kommissar-Revisors vor Ablauf der normalen Frist frei wird, sorgt die Hauptversammlung bei ihrer ersten Versammlung für dessen Besetzung.

Derjenige, der bestellt wird, um einen Kommissar-Revisor zu ersetzen, beendet das Mandat seines Vorgängers.

Jedes Vierteljahr wird dem Kommissar-Revisor eine Aufstellung der Barbestände übermittelt.

Der Kommissar-Revisor muss der Hauptversammlung die Ergebnisse seines Auftrags zur Genehmigung vorlegen und ihr die Vorschläge machen, die es für erforderlich hält.

§ 2 - Gemäß Artikel 13 des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses kann die Wallonische Regierung einen bzw. mehrere Kommissar-Revisoren unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren bestellen.

§ 3 - Die gemäß dem § 1 und dem § 2 des vorliegenden Artikels bestellten Kommissar-Revisoren übermitteln der Hauptversammlung einen gemeinsamen Bericht.

§ 4 - Die beratenden Ausschüsse.

Art. 32. Für jeden in Betrieb befindlichen Dienst wird ein beratender Ausschuss errichtet, dessen Vorsitz von einem Beauftragten des Verwaltungsrats geführt wird und der aus den Gesellschaftern, die Gesellschaftsanteile "A" und "B" besitzen — mit Ausnahme der Region, der "S.P.G.E." » und der Provinzen — zusammengesetzt ist.

Die Arbeitsweise dieser Ausschüsse wird durch eine von der Hauptversammlung genehmigte Regelung des Verwaltungsrats festgelegt.

Jeder Ausschuss tritt mindestens einmal im Jahr zusammen, um die Jahresabrechnungen zu prüfen.

Alle Ausschüsse, die derselben dezentralisierten Direktion unterliegen, werden mindestens einmal im Jahr zu einer gemeinsamen Versammlung einberufen. Wenn der Dienst für die gesamte Gesellschaft zuständig ist, tagt der beratende Ausschuss vor der Sitzung der ordentlichen Hauptversammlung am gleichen Ort.

Folgendes muss diesem Ausschuss zur Begutachtung vorgelegt werden:

jedes Projekt in Bezug auf die Ausweitung, den Abbau oder die Änderung des Dienstes;

jedes Projekt in Bezug auf die Fusion eines Dienstes mit einem oder mehreren anderen Diensten;

jedes Projekt in Bezug auf die Tarife für den Wasserverkauf;

die Begrenzung und die Verwendung des Vorsorgefonds des Dienstes;

jeder Vorschlag in Bezug auf die Aufnahme eines neuen Mitglieds, dass eventuell zum Dienst gehören würde;

jedes Rücktrittsgesuch oder jeder Vorschlag in Bezug auf den Ausschluss eines Gesellschafters, der zum Dienst gehört;

jedes Programm für Arbeiten in Zusammenhang mit dem Dienst.

KAPITEL V. — Hauptversammlung

Art. 33. Die Hauptversammlung umfasst die Gesellschafter, die Mitglieder des Verwaltungsrats, den Generaldirektor, den beigeordneten Generaldirektor und die Mitglieder des Aufsichtsausschusses.

Jeder Gesellschafter darf sich bei der Hauptversammlung nur von einem einzigen Beauftragten durch eine schriftliche Vollmacht vertreten lassen. Die Gesellschafter verfügen über so viele Stimmen, wie sie Anteile besitzen.

Bei einer Abstimmung darf die Anzahl Stimmen eines Einzelnen jedoch ein Fünftel der bei der Hauptversammlung vertretenen Anteile nicht überschreiten.

Für die Ernennung der Verwalter wird diese Grenze durch Beiseitlassung der Anteile der Region und der "S.P.G.E." » berechnet.

Art. 34. Jedes Jahr, und zwar zum ersten Mal 1987, findet am letzten Dienstag des Monats Mai, um 15 Uhr in Verviers eine ordentliche Hauptversammlung der Gesellschafter statt.

Art. 35. Das Wirtschaftsjahr der Gesellschaft fällt mit dem Kalenderjahr zusammen.

Am Ende eines jeden Wirtschaftsjahres erstellt der Verwaltungsrat das Inventar sowie die Bilanz, die Ergebnisrechnung und ihre Anlagen. Diese werden der Hauptversammlung zur Genehmigung vorgelegt.

Die jährliche Hauptversammlung hört die Geschäftsberichte der Verwalter, des bzw. der Kommissar-Revisoren und des Aufsichtsausschusses an und befindet über die Verabschiedung der Jahresabrechnungen.

Nach Verabschiedung der Jahresabrechnungen entscheidet die Versammlung über die Entlastung der Verwalter, des bzw. der Kommissar-Revisoren und der Mitglieder des Aufsichtsausschusses.

Die Jahresabrechnungen werden nach ihrer Genehmigung binnen dreißig Tagen bei der Kanzlei des Handelsgerichts des Sitzes der Gesellschaft hinterlegt.

Die Hauptversammlung nimmt die Wahl der Verwalter, des Kommissar-Revisors und der Kommissare vor, die die ausscheidenden oder verstorbenen Inhaber, für deren Ernennung sie zuständig ist, ersetzen sollen.

Die Vertreter der Region und der "S.P.G.E." » dürfen nicht an der Bezeichnung der Mitglieder des Verwaltungsrates teilnehmen.

Art. 36. Der Verwaltungsrat kann außerordentliche Hauptversammlungen einberufen.

Er muss sie binnen dreißig Tagen einberufen, wenn der Aufsichtsausschuss, ein Kommissar-Revisor oder Gesellschafter, die mindestens ein Fünftel des Gesellschaftskapitals vertreten, es beantragen. Diesem Antrag wird eine Tagesordnung beigefügt, in der angegeben wird, was von der Versammlung zu behandeln ist.

Art. 37. Die Einberufungen zu jeder Hauptversammlung enthalten die Tagesordnung; sie erfolgen per Einschreiben und durch eine Mitteilung im Belgischen Staatsblatt mindestens zwanzig Tage vor der Hauptversammlung. Diese darf nicht über einen Punkt entscheiden, der nicht auf der Tagesordnung steht.

Art. 38. Das Präsidium der Hauptversammlung umfasst die Mitglieder des Verwaltungsrats, den Generaldirektor und den beigeordneten Generaldirektor.

Den Vorsitz der Versammlung übernimmt der Vorsitzende des Verwaltungsrates und, wenn dieser abwesend ist, derjenige, der ihn ersetzt.

Der Vorsitzende wählt den Sekretär.

Bei einer Abstimmung zieht das Präsidium zwei Beauftragte der Gesellschafter als Stimmzähler heran.

Eine Anwesenheitsliste mit den Namen der Gesellschafter und der Anzahl Anteile, die sie vertreten, wird von jedem von ihnen beim Eintreffen bei der Hauptversammlung unterschrieben.

Art. 39. Die Hauptversammlung tritt ordnungsgemäß zusammen, ganz gleich wieviel Anteile vertreten sind. Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen oder vertretenen Stimmen gefasst. Bei Stimmgleichheit wird der Vorschlag abgelehnt.

Wenn über Satzungsänderungen, über den Ausschluss eines Gesellschafter, über die Aufgabe der Bewirtschaftung oder den Stillstand des gesamten Versorgungsdienstes oder eines Teils davon abgestimmt werden soll, tritt die Versammlung nur ordnungsgemäß zusammen, wenn die Mitglieder, die bei der Versammlung anwesend sind, mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten. Wenn diese Bedingung nicht erfüllt ist, ist eine weitere Einberufung erforderlich, und die neue Versammlung fasst dann rechtsgültige Beschlüsse, ganz gleich welchen Teil des Kapitals die anwesenden Gesellschafter vertreten.

In dem einen wie in dem anderen Fall wird ein Vorschlag erst berücksichtigt, wenn er die Stimmen der absoluten Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder auf sich vereinen kann.

Jede Änderung der Satzungen muss von der Wallonischen Regierung genehmigt werden.

Art. 40. Die geheime Abstimmung findet automatisch statt, wenn zehn Gesellschafter sie beantragen, und sie ist Pflicht für Ernennungen und Absetzungen.

Das Präsidium muss die notwendigen Maßnahmen ergreifen, um das absolute Wahlgeheimnis zu wahren.

Der Verwaltungsrat bestimmt in einer Regelung, die er der Hauptversammlung vorlegt, das Verfahren für ihre Beratungen und die notwendigen Formalitäten, um dort aufgenommen zu werden.

Art. 41. Das Protokoll der Hauptversammlung wird von den Mitgliedern des Präsidiums und von den Gesellschaftern unterzeichnet, die es beantragen.

KAPITEL VI. — *Rechnungen der Dienste, Abrechnungen und Bilanz, Gewinnverteilung, Reservefonds*

Art. 42. Es wird ein "Service ERPE" ernannter Dienst errichtet, der die Geschäfte betreffend die für die Tätigkeit der "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" (Regionales Unternehmen für Wassergewinnung und -zuleitung) bestimmten Güter verbucht, und von dem die "S.W.D.E. » Nutznießer ist.

Für diesen Dienst wird eine getrennte Rechnung in der analytischen Betriebsbuchführung geführt. Seine Arbeitsweise wird vertraglich oder vom Verwaltungsrat festgelegt.

Die Bestimmungen des vorliegenden Kapitels finden keine Anwendung auf diesen Dienst.

Art. 43. § 1 - Für jeden Wassergewinnungs-, Wasserzuführungs- und Wasserversorgungsdienst und für jede der anderen Tätigkeiten wird eine getrennte Rechnung in der Buchhaltung der Gesellschaft geführt.

§ 2 - Der Anteil an den Struktur- und Betriebskosten für jede andere Tätigkeit als Wassergewinnung, -zuführung oder -versorgung wird vertraglich oder mangels dessen vom Verwaltungsrat festgelegt.

§ 3 - Nach Abzug der im § 2 festgelegten Beträge werden die Struktur- und Betriebskosten unter die verschiedenen Wassergewinnungs-, Wasserzuführungs- und Wasserversorgungsdienste verteilt, und zwar im Verhältnis zu dem Betrag des in den Arbeiten für die Errichtung, Erweiterung und Verbesserung dieses Dienstes angelegten Kapitals.

Art. 44. Die Gegenleistung für die B-Gesellschaftsanteile, so wie sie vom Verwaltungsrat bestimmt wird, wird in der Betriebsrechnung des betreffenden Dienstes als Ausgabe aufgeführt.

Wenn das Kapital eines Dienstes ausschließlich aus B-Anteilen besteht, wird der Ertrag dieses Kapitals nach den gleichen Kriterien wie denjenigen, die für die Struktur- und Betriebskosten gelten, unter die Dienste verteilt; dies gilt nicht, wenn eine vom Verwaltungsrat genehmigte Vereinbarung anders darüber beschließt.

Art. 45. Wenn die Rechnung eines Wassergewinnungs-, Wasserzuführungs- oder Wasserversorgungsdienstes mit einem negativen Saldo abgeschlossen wird, muss dieser von den Gesellschaftern dieses Dienstes, die A-Anteile gezeichnet haben, mit Ausnahme der Region, der "S.P.G.E. » und der Provinzen, in bar ausgeglichen werden. Es wird von Artikel 1855, Absatz 2 des Zivilgesetzbuches und vom Ende von Artikel 144 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften abgewichen.

In den Wassergewinnungs- und Wasserzuführungsdiensten wird der auszugleichende Betrag unter die kommunalen und interkommunalen Gesellschafter im Verhältnis zu den während des abgelaufenen Rechnungsjahres gelieferten Wassermengen verteilt.

In den Wasserversorgungsdiensten wird der auszugleichende Betrag unter die kommunalen und interkommunalen Gesellschafter im Verhältnis zu den auf ihrem jeweiligen Gebiet verbrauchten Wassermengen verteilt.

Er muss binnen zwei Monaten nach Vorlage der Rechnung durch die Gesellschaft gezahlt werden.

Wenn die Rechnung für eine andere Tätigkeit als die Wassergewinnung, -zuführung bzw. -versorgung mit einem negativen Saldo abgeschlossen wird, geht dieser zu Lasten der Struktur- und Betriebskosten, es sein denn, es ist in einer von dem Verwaltungsrat genehmigten Vereinbarung anders darüber beschlossen worden.

Art. 46. Nach Abzug der Ausgaben werden die Mehreinnahmen eines jeden Wassergewinnungs-, Wasserzuführungs- und Wasserversorgungsdienstes dazu dienen:

1. einen gemeinsamen Reservefonds für alle Dienste in Höhe von 1/20 dieses Überschusses zu bilden. Diese Entnahme muss nicht mehr vorgenommen werden, sobald der Reservefonds das Zehntel des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

2. eine Dividende an diejenigen, die A-Anteile dieses Dienstes besitzen, die Region, die "S.P.G.E. » und die Provinzen ausgenommen, auszuschütten, es sein denn, es handelt sich um Anteile, die diese Behörden vorübergehend anstelle der Gemeinden gezeichnet haben, deren Beitritt nicht sofort erfolgen konnte.

Die Dividende wird im Verhältnis zu den finanziellen Lasten berechnet, die jeder Gesellschafter, der A-Anteile besitzt, während des betreffenden Rechnungsjahres getragen hat. Für diese Berechnung kann der Verwaltungsrat jede Barzahlung für die Einzahlung von Anteilen in eine fiktive Annuität umwandeln. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls die Finanzaufwendungen in Bezug auf die Anleihen berücksichtigen, die eine assoziierte Gemeinde für die Wassergewinnung und die Wasserversorgung aufgenommen hat.

Für die Gemeinden und die Interkommunalen oder für die Anteile, die die Region oder die Provinzen zugunsten der Gemeinden gezeichnet haben, ist die Dividende jedoch begrenzt auf die Summe, die den Zinsen und der Tilgung der geleisteten Einzahlungen oder dem Betrag der gezeichneten Annuität entspricht. Bei vollständiger Tilgung ihrer Gesellschaftsanteile wird sie nicht mehr ausgeschüttet.

Für die öffentlichen Sozialhilfezentren und die privatrechtlichen Personen ist die Dividende auf 4 % der Leistungen für die Einzahlung von A-Anteilen begrenzt.

3. Wenn nach dieser Ausschüttung ein Überschuss übrigbleibt und wenn die den Gesellschaftern zugeteilte Dividende für ein voriges Rechnungsjahr unter den in § 2 festgelegten Grenzen geblieben ist, kann die Hauptversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates und nach Stellungnahme des betreffenden beratenden Ausschusses den Überschuss bis höchstens zur Hälfte für die Zahlung einer zusätzlichen Dividende für das betreffende Rechnungsjahr bestimmen, wobei die gesetzlichen Grenzen nicht überschritten werden dürfen.

Die zusätzliche Dividende wird gegebenenfalls unter die Gesellschafter des Dienstes im Verhältnis zu den nicht gedeckten Finanzaufwendungen aus der Vergangenheit verteilt, ohne die Finanzaufwendungen des Rechnungsjahres zu berücksichtigen.

Der restliche Überschuss wird für die Bildung eines Vorsorgefonds für jeden Dienst bestimmt.

Die Höchstgrenze des Vorsorgefonds wird nach Stellungnahme des beratenden Ausschusses des Dienstes von Verwaltungsrat festgesetzt

4. Wenn die Höchstgrenze des Vorsorgefonds erreicht ist, wird der restliche Überschuss des Dienstes auf Vorschlag des Verwaltungsrates und nach Stellungnahme des betreffenden beratenden Ausschusses den Gemeinden, den Interkommunalen und den privatrechtlichen Personen, die Kunden dieses Dienstes sind, rückvergütet.

Art. 47. Nach Entnahme der gesetzlichen Rücklage wird der Aktivsaldo der Rechnungen für die anderen Tätigkeiten als die Wassergewinnung, -zuführung oder -versorgung zur eventuellen Deckung der vorherigen Passivsaldoen verwendet, die gemäß Artikel 41 zu Lasten der Struktur- und Betriebskosten gegangen sind. Der restliche Überschuss wird einem Entwicklungsfonds zugeführt, dessen Verwendungszweck von der Hauptversammlung der Gesellschafter auf Vorschlag des Verwaltungsrates bestimmt wird.

Art. 48. Der Vorsorgefonds soll die Arbeiten für die Erweiterung, die Änderung oder die Verbesserung der Netze finanzieren.

Wenn diese Arbeiten jedoch eine erste Einrichtung betreffen, wird der Anteil eines jeden Gesellschafters am Gesellschaftskapital – mit Ausnahme der Region, der "S.P.G.E." und der Provinzen – um den gebührenden Betrag erhöht.

KAPITEL VII. — Auflösung, Abtretung oder Einstellung der Bewirtschaftung

Art. 49. Die Auflösung der Gesellschaft kann erst am Tage des Inkrafttretens eines Dekrets ausgesprochen werden, das die Modalitäten ihrer Liquidation und die Lage ihrer Bediensteten regelt.

Art. 50. Die Gesellschaft kann von der Wallonischen Regierung unter den von ihr zu bestimmenden Bedingungen ermächtigt werden:

1° einer Gemeinde oder einer Interkommunale einen ihrer Wasserversorgungsdienste ganz oder teilweise abzutreten;

2° die Bewirtschaftung eines ihrer Dienste abzutreten auf Vorschlag der Mehrheit der Teilhaber von Gesellschaftsanteilen, die für die Schaffung dieses Dienstes gezeichnet worden sind.

Bei einer Anwendung von Artikel 7 des Dekrets vom 23. April 1986 scheiden die Teilhaber eines Wasserversorgungsdienstes infolge der gesamten Abtretung oder der Einstellung der Bewirtschaftung dieses Dienstes aus der Gesellschaft aus; es sei denn, sie besitzen Anteile bei anderen Diensten.

Das Gesellschaftsvermögen des abgetretenen oder aufgegebenen Dienstes wird liquidiert.

Wenn die Grundlagen für die Verteilung dieses Vermögens zum Zeitpunkt der Gründung des Dienstes nicht festgelegt worden sind, wird der Betrag des Anteils, der jedem der Gesellschafter zurückzuzahlen ist, nach Stellungnahme des beratenden Ausschusses des betreffenden Dienstes vom Verwaltungsrat festgelegt, unbeschadet aller Entschädigungen oder Schadenersatzbeträge, die der Gesellschaft geschuldet werden könnten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Februar 2000 beigelegt zu werden.

Namur, den 3. Februar 2000

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 574

[C – 2000/27088]

3 FEBRUARI 2000. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van de wijzigingen van de statuten van de "Société wallonne des Distributions d'Eau" (Waalse Watervoorzieningsmaatschappij)

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, V, 1°;

Gelet op het decreet van 23 april 1986 houdende oprichting van een "Société wallonne des Distributions d'Eau", gewijzigd bij de decreten van 5 november 1987 en 25 juli 1991, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de kennisgeving, d.d. 20 januari 2000, van de beslissing tot wijziging van de statuten, aangenomen door de buitengewone algemene vergaderingen van de "Société wallonne des Distributions d'Eau" van 26 mei 1998 en 15 december 1999;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Besluit :

Artikel 1. De bijgaande wijzigingen van de statuten van de "Société wallonne des Distributions d'Eau" zoals vastgesteld in bovenvermelde beslissingen van de buitengewone algemene vergaderingen van 26 mei 1998 en 15 december 1999 worden goedgekeurd.

Art. 2. De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 februari 2000.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

—

Bijlage

Statuten van de "Société wallonne des Distributions d'Eau"

HOOFDSTUK I. — Oprichting, zetel, doel en duur van de maatschappij

Artikel 1. § 1. Er wordt een vereniging onder de naam "Société wallonne des Distributions d'Eau" opgericht in de vorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid tussen het Waalse Gewest, de provincies, de gemeenten, de intercommunales, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de privaatrechtelijk personen die maatschappelijke aandelen van de Nationale Maatschappij voor Watervoorziening bezitten en die onder het Waalse Gewest ressorteren of met deze statuten zullen instemmen.

De "Société Publique de Gestion de l'Eau" (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer), afgekort "S.P.G.E. » , en andere publiekrechtelijk personen kunnen tevens vennoten worden van de "Société wallonne des Distributions d'Eau". De deelnemingen van de "S.P.G.E. » in het kapitaal van de "SWDE" mogen nochtans niet hoger zijn dan 20 %.

De maatschappelijke zetel van de "SWDE" is te Verviers, rue de la Concorde, 41, gevestigd.

§ 2. De gedecentraliseerde directies worden door de Raad van Bestuur vastgesteld. Er wordt afgeweken van artikel 4 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Art. 2. De maatschappij heeft als doel :

1. de studie, de oprichting en het beheer van openbare waterproductie-, watertoevoer- en watervoorzieningsdiensten in het Waalse Gewest;
2. alle handelingen uit te voeren of te laten uitvoeren die haar in staat stellen te voldoen aan de verplichtingen betreffende de sanering van het geproduceerde water bestemd voor de openbare voorziening en de bescherming van het tot drinkwater verwerkbaar water en in het algemeen aan alle verplichtingen voortvloeiend uit wettelijke en reglementaire voorschriften betreffende de watercyclus;
3. de studie en de oprichting van watertoevoer- en watervoorzieningsnetten buiten het Waalse Gewest voor rekening van derden;
4. elke technische opdracht waarvan de Waalse Regering de aard en de uitvoeringsvoorwaarden bepaalt en waardoor het Waalse Gewest het aantal vuilvrachtseenheden kan vaststellen met het oog op de berekening van de belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater;
5. de deelneming in openbare of private, bestaande of op te richten, Belgische of internationale instellingen die al dan niet rechtstreeks met goedkeuring van de Waalse Regering aan de verwezenlijking van haar doel kunnen bijdragen;
- 6° de industriële of commerciële uitbating van installaties voor waterproductie en -toevoer voor rekening van derden;
- 7° de levering van water aan watervoorzieningsmaatschappijen die niet aangesloten zijn, met inbegrip van watervoorzieningsmaatschappijen die een buiten het Waalse Gewest gelegen grondgebied bevoorraden.

Ze kan alle opdrachten die op haar doel betrekking hebben vervullen.

Art. 3. De Maatschappij wordt opgericht voor een periode die afloopt op de datum van inwerkingtreding van een decreet waarbij haar ontbinding wordt uitgesproken en tot regeling van haar vereffening en van de toestand van haar personeelsleden.

Art. 4. De Maatschappij houdt in haar maatschappelijke zetel een register bij, dat de vennoten ter plaatse kunnen raadplegen en waarin voor elke van hen de volgende gegevens worden vermeld :

- 1° zijn naam, voornamen, of handelsnaam en woonplaats;
- 2° de datum van zijn toetreding, uittreding of uitsluiting;
- 3° het aantal maatschappelijke aandelen die hij bezit alsmede de inschrijvingen op nieuwe aandelen, de terugbetalingen en de overdrachten van aandelen met de datum ervan;
- 4° het bedrag van de verrichte stortingen en de sommen die als terugbetaling van de aandelen worden gehaald.

De Directeur-generaal is belast met de inschrijvingen.

De inschrijvingen geschieden op grond van documenten met bewijskracht die gedateerd en ondertekend zijn. Zij vinden plaats in de volgorde van hun datum.

Een afschrift van de inschrijvingen in het register van de vennoten die hen betreffen, wordt door de Directeur-generaal afgegeven aan de aandeelhouders die er schriftelijk om vragen. Deze afschriften mogen niet als bewijs worden gebruikt tegen de vermeldingen in het register van de vennoten.

HOOFDSTUK II. — *Sociaal fonds - Leningen en obligaties*

Art. 5. Onverminderd artikel 19 van het decreet van 23 april 1986 houdende oprichting van de "S.W.D.E." bestaat het maatschappelijk kapitaal uit aandelen A en B die ingeschreven zijn in even veel reeksen aandelen als er onderscheiden diensten voor waterproductie-, watertoevoer- en watervoorzieningsdiensten bestaan, of waarvan het doel noodzakelijk is voor het vervullen van de in artikel 2 van deze statuten bedoelde opdrachten; het Gewest, de "SPGE", de provincies, de intercommunales, de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de publiek- en privaatrechtelijke personen mogen op deze aandelen inschrijven.

De vennoten staan slechts ten belope van hun inbrengen voor de schulden van de vennootschap in. Er wordt afgeweken van artikel 147 ter van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Het maatschappelijk kapitaal is onbeperkt.

Art. 6. Wat de verhouding van de inbrengen van de verschillende partijen voor de oprichting van het sociaal fonds ook moge zijn, beschikken het Gewest, de provincies en de gemeenten altijd over de meerderheid van stemmen in de verschillende beheer- en controleorganen van de Maatschappij.

Art. 7. § 1. Het minimum sociaal fonds wordt op tien miljard BEF vastgesteld.

Het sociaal aanvangsfonds wordt op 15 341 555 BEF vastgesteld.

Het maatschappelijk kapitaal bestaat uit nominatieve aandelen A van duizend frank ieder en uit nominatieve aandelen B van één miljoen frank ieder.

Er bestaan twee categorieën aandelen B: de aandelen B1 uitgegeven ter vertegenwoordiging van inbrengen van financiële instellingen en de aandelen B2 uitgegeven in ruil voor inbrengen in natura die verschillend zijn van de inbrengen in volle eigendom.

Er moet op elk ogenblik geheel ingeschreven worden op een aantal maatschappelijke aandelen gelijk aan het minimum kapitaal; deze aandelen moeten ook volgestort worden.

§ 2. Op elk aandeel ter vertegenwoordiging van een inbreng in contanten en elk aandeel ter vertegenwoordiging van een inbreng in natura moet 25 % gestort worden.

§ 3. De inbrengen in natura kunnen slechts vergoed worden door aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen, als ze bestaan in vermogensbestanddelen die voor economische waardering vatbaar zijn, met uitzondering van activa voortvloeiend uit verplichtingen betreffende de uitvoering van werken of de dienstverlening. Er wordt afgeweken van de artikelen 147bis, § 2, 147 quater en 147 sexies van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Art. 8. Wat de aan iedere dienst toekomende aandelen A betreft, worden de stortingen mits opzegging van één maand op de door de Raad van Bestuur vastgestelde data verricht; het Gewest, de "SPGE", de provincies, de gemeenten en de intercommunales hebben de mogelijkheid hun inbrengen met jaarlijkse annuïteiten af te lossen.

De titels van de ingeschreven annuïteiten worden onmiddellijk afgegeven aan de Maatschappij. Ze zijn onvervreemdbaar.

Art. 9. Elke achterstallige storting zal van rechtswege en zonder aanmaning interest opbrengen ten gunste van de Maatschappij tegen de op burgerlijk of commercieel niveau wettelijke rentekoers.

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de algemene vergadering en op advies van het betrokken adviescomité kan de Raad van Bestuur na een twee maanden later gegeven dubbele waarschuwing de uitsluiting van de vennoten die achter zijn met de stortingen, uitspreken. De uitgesloten vennoot kan een beroep doen op de Waalse Regering die beslist na de ophelderingen van de Raad van Bestuur te hebben gehoord.

Art. 10. Geen storting van gelden mag boven de gevraagde quotiteiten door een vennoot worden verricht zonder de toestemming van de Raad van Bestuur.

Art. 11. De maatschappelijke aandelen A en B2 kunnen slechts met goedkeuring van de Raad van Bestuur overgedragen worden aan het Gewest, de provincies, de gemeenten, de verenigde intercommunales of de "SPGE".

Schraping van het tweede lid.

(De maatschappelijke aandelen B mogen slechts met goedkeuring van de Raad van Bestuur aan vennoten worden overgedragen. Nochtans, wanneer deze aandelen volgestort zijn en als de inschrijver, via de toekenning van het dividend, de in de volstortingsvoorwaarden van die aandelen bepaalde bedragen geheel heeft teruggekregen, worden die aandelen van ambtswege ter beschikking van de Raad van Bestuur gesteld die ze op advies van het adviescomité van de betrokken dienst verdeelt tussen de verenigde gemeenten en intercommunales van de betrokken dienst).

Art. 12. Met goedkeuring van de Waalse Regering en in afwijking van artikel 52 ter van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen kan de maatschappij leningen aangaan of obligaties uitgeven ter vertegenwoordiging van de annuïteiten die de gemeenten, de intercommunales, de provincies, het Gewest en de "SPGE" haar moeten betalen voor de financiering van de terugkoop van bestaande installaties of van de specifieke installaties van eerste inrichting en, bij wijze van overgangsmaatregel, van de investeringen die in aanmerking komen voor de subsidiëringvoorwaarden bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 28 december 1987. Deze leningen en obligaties moeten hoogstens in negentig jaar afgelost worden.

HOOFDSTUK III. — *Toetreding, uittreding, uitsluiting van de vennoten en terugneming van gestorte gelden*

Art. 13. De toetreding van nieuwe vennoten wordt uitgesproken door de Raad van Bestuur die de voorwaarden ervan bepaalt.

Als de nieuwe vennoten van een bestaande dienst deel moeten uitmaken, mag de Raad zich slechts uitspreken na het adviescomité van deze dienst te hebben gehoord.

Als de toetreding van een nieuwe vennoot in een dienst de verhoging van het kapitaal van deze dienst vereist, mag de toetreding slechts op advies van het adviescomité van deze dienst door de Raad worden uitgesproken.

Als de Raad van Bestuur de toetreding weigert, kan de betrokkene een beroep doen op de Waalse Regering die beslist na de ophelderingen van de Raad te hebben gehoord.

Art. 14. Elke nieuwe vennoot moet, bij zijn toetreding, op het bedrag van zijn participatie in aandelen A een bedrag storten dat verhoudingsgewijs gelijk is aan de gevraagde stortingen op het deel in het kapitaal A van de andere vennoten van de dienst waarvan hij deel zal uitmaken.

De volstortingsvoorwaarden van de aandelen B ingeschreven door een nieuwe vennoot worden door de Raad van Bestuur vastgesteld.

Art. 15. Elke uittredingsaanvraag van een vennoot wordt voorgelegd aan de Raad van Bestuur op advies van het adviescomité van de dienst waarvan de betrokkene deel uitmaakt.

De beslissing van de Raad van Bestuur wordt met redenen omkleed en moet door de Waalse Regering goedgekeurd worden.

In geval van weigering kan de vennoot een beroep instellen bij de Waalse Regering.

In afwijking van artikel 153 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen zal het bedrag van het aan de afgetreden vennoot terug te betalen aandeel vastgesteld worden door de Raad van Bestuur na advies van het adviescomité van de dienst.

Schrapping van het derde lid (Wordt echter als afgetreden vennoot van ambtswege beschouwd, de houder van aandelen B van wie alle aandelen overeenkomstig artikel 9 van de statuten ter beschikking van de Raad van Bestuur zijn gesteld).

Art. 16. Wanneer een vennoot de verplichtingen die hij tegenover de Maatschappij heeft aangegaan, niet nakomt, mag de Raad van Bestuur na advies van het adviescomité van de dienst waarvan hij deel uitmaakt, en, onder voorbehoud van goedkeuring door de algemene vergadering, hem met een met redenen omklede beslissing uitsluiten, behalve wanneer de uitgesloten vennoot een beroep heeft ingesteld bij de Waalse Regering.

In afwijking van artikel 153 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen wordt het bedrag van het aan de uitgesloten vennoot terug te betalen aandeel vastgesteld door de Raad van Bestuur na advies van het adviescomité van de dienst.

Er wordt afgeweken van artikel 152 van de gecoördineerde wetten.

Art. 17. Geen stortingsterugneming mag worden verricht zonder de goedkeuring van de Raad van Bestuur behoudens beroep bij de algemene vergadering.

HOOFDSTUK IV. — *Bestuur van de Maatschappij - Directie en toezicht*

§ 1. De Raad van Bestuur

Art. 18. De Maatschappij wordt beheerd door een Raad van Bestuur en een directeur-generaal bijgestaan door een adjunct-directeur-generaal.

De Raad van Bestuur bestaat uit twaalf leden, onder wie een voorzitter, een eerste ondervoorzitter en een tweede ondervoorzitter.

Bij afwezigheid of verhindering wordt de voorzitter vervangen door de eerste ondervoorzitter.

Bij afwezigheid of verhindering wordt de eerste ondervoorzitter vervangen door de tweede ondervoorzitter.

Bij afwezigheid of verhindering van de tweede ondervoorzitter wordt de Raad voorgezeten door het lid met de grootste anciënniteit. Bij gelijke anciënniteit wordt de Raad voorgezeten door het oudste lid in leeftijd.

Art. 19. § 1. De leden van de Raad van Bestuur worden benoemd en kunnen voor de ene helft, onder wie de voorzitter, door de Waalse Regering, ontslagen worden en voor de andere helft door de algemene vergadering van de vennoten, met uitzondering van het Gewest en de "SPGE".

§ 2. Onder de door de Waalse Regering benoemde leden worden twee leden op de voordracht van de "SPGE" aangewezen.

§ 3. Ten minste zes bestuurders worden aangewezen onder de burgemeesters, schepenen, gemeenteraadsleden, voorzitters en leden van de raden voor maatschappelijk welzijn van de OCMW'S van de verenigde gemeenten.

§ 4. De Raad van Bestuur wijst een eerste en een tweede ondervoorzitter onder zijn leden aan.

§ 5. De voorzitter, ondervoorzitters en de andere bestuurders worden voor zes jaar benoemd; hun mandaat mag voor dezelfde termijn eeuwig worden hernieuwd.

§ 6. Om de drie jaar en voor de eerste keer drie jaar na de eerste gewone algemene vergadering leggen zes leden van de Raad, onder wie drie benoemd door de Waalse Regering en drie door de algemene vergadering, hun ambt neer. De orde van aftreden zal voor de eerste keer bij loting bepaald worden.

§ 7. Wanneer een plaats van bestuurder benoemd door de algemene vergadering openvalt, kan de Raad van Bestuur er tijdelijk in voorzien; bij haar eerste vereniging gaat de algemene vergadering over tot de definitieve verkiezing.

§ 8. Degene die aangewezen is om de voorzitter, een ondervoorzitter of een bestuurder vóór het verstrijken van het mandaat te vervangen, voleindigt het onderbroken mandaat.

§ 9. De bestuurder die bovendien gemeenteraadslid of lid van de raad voor maatschappelijk welzijn is en die deze hoedanigheid zou verliezen, wordt van ambtswege ontslagnemer en vervangen op de eerstvolgende algemene vergadering na het verlies van deze hoedanigheid.

§ 10. Met instemming van de algemene vergadering van de vennoten kan de Raad van Bestuur waarnemers machtigen zijn zittingen met raadgevende stem bij te wonen.

Art. 20. De Raad van Bestuur heeft de meest uitgebrachte machten om de Maatschappij te beheren en te besturen. De Raad is bevoegd voor alles dat door de statuten niet uitdrukkelijk wordt toegewezen aan de algemene vergadering.

Boven de bevoegdheden die hem door de statuten uitdrukkelijk worden toegekend, voorziet de Raad in alle sociale zaken, met name :

hij bepaalt het kapitaal verbonden aan het oprichten van elke dienst;

hij beslist over de uitgifte van nieuwe aandelen A en B;

hij beslist over het oprichten, het overnemen en het uitbreiden van watervoorzieningsdiensten alsmede, op eensluidend advies van de betrokken adviescomités, over de fusie van hun diensten;

hij verkrijgt en vervreemdt alle roerende en onroerende goederen; hij sluit alle overeenkomsten, aankopen en opdrachten met het oog op de vestiging en exploitatie van de opgerichte of op te richten diensten;

hij zorgt voor het aangaan van leningen en de uitgifte van obligaties; hij verstrekt de waarborgen voor de verbintenissen die de Maatschappij heeft aangegaan en neemt de waarborgen aan voor de verbintenissen die tegenover haar zijn aangegaan;

hij bepaalt de wijze waarop de beschikbare gelden worden belegd en beschikt over de in deposito of op een rekening-courant gegeven gelden;

hij stelt de reglementen betreffende de organisatie van de diensten en de bestuurs- of huishoudelijk reglementen vast;

hij bepaalt en wijzigt de tarieven;

hij richt de technisch comités en andere comités op, die hij nodig acht;

hij benoemt, schorst en ontslaat alle personeelsleden en werknemers, bepaalt hun wedden, lonen en gratificaties en kan hun bevoegdheden en bestemmingen vaststellen;

hij stelt de personeelsformatie en het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren aan de Waalse Regering voor;

hij laat het voeren van rechtsgedingen toe;

hij onderhandelt, gaat dadingen en compromissen aan betreffende alle interessen van de Maatschappij;

hij krijgt alle sommen en waarden die aan de Maatschappij toekomen; hij doet afstand van alle zakelijke rechten, voorrechten en rechtsvorderingen tot ontbinding en verleent de opheffing van alle bevoorrechte of hypothecaire inschrijvingen, overdrachten, beslagleggingen, verzetten en andere belemmeringen zonder de betaling te moeten rechtvaardigen;

hij vordert de openbare verklaringen en onteigent namens de Maatschappij met voorafgaande goedkeuring van de Waalse Regering;

hij maakt jaarlijks een inventaris, de jaarrekeningen en een beheersverslag op overeenkomstig de in artikel 77 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen bedoelde voorschriften en bezorgt de Waalse Regering of het Lid dat ze daartoe afvaardigt, een verslag over de verrichtingen en de toestand van de Maatschappij; de laatste balans wordt erbij gevoegd;

hij bepaalt de uitkeringen en het eventueel presentiegeld van de afgevaardigden van de vennoten bij de adviescomités en bij de algemene vergadering;

hij treft alle maatregelen i.v.m. artikel 2.3^o van deze statuten;

hij neemt alle beslissingen die nodig zijn voor de industriële en commerciële uitbating voor rekening van derden van de installaties voor waterproductie, -toevoer, en -voorziening die aan de "S.W.D.E." worden toevertrouwd;

bij elke uitgifte van aandelen B beslist hij over de voordelen die deze aandelen zullen genieten; in ieder geval komen de aandelen B niet in aanmerking voor een vergoeding;

hij beslist over de participaties in het kapitaal van openbare of private instellingen of maatschappijen die al dan niet rechtstreeks kunnen bijdragen tot het maatschappelijk doel van de "S.W.D.E." ;

hij legt jaarlijks een verslag voor aan de algemene vergadering van de vennoten over de toestand van hierboven vermelde participaties;

hij wijst zijn vertegenwoordigers aan binnen de directie-, bestuurs- of controleorganen, maatschappijen of regies die de "S.W.D.E." beheert of in het kapitaal waarvan ze participatie heeft genomen;

hij zorgt voor de goede afloop van de technische opdrachten die door het Waalse Gewest aan de "S.W.D.E." worden toevertrouwd;

met het oog op de toepassing van de artikelen 6 en 42 van deze statuten bepaalt hij de rentevoet alsmede het in aanmerking te nemen aantal jaren voor de berekening van door het Gewest, de "SPGE", de provincies, de gemeenten en de intercommunales ingeschreven annuïteiten;

hij stelt ook de voet en het in aanmerking te nemen aantal jaren vast voor de berekening van de fictieve annuïteit verbonden aan de door de gemeenten en intercommunales of rechtens haar verrichte stortingen voor de volstorting van de aandelen A.

Art. 21. De Raad van Bestuur kan een deel van zijn bevoegdheden delegeren aan de voorzitter of, bij afwezigheid of verhindering, aan zijn plaatsvervanger die ze op advies van de directeur-generaal zal uitoefenen.

Art. 22. De Raad van Bestuur vergadert zo vaak als het belang van de Maatschappij het vergt na bijeenroeping van zijn voorzitter of van zijn plaatsvervanger; hij moet vergaderen wanneer vier bestuurders erom verzoeken.

De aanwezigheid van de meerderheid van de leden is nodig om op geldige wijze te beraadslagen.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden; bij staking van stemmen heeft de voorzitter beslissende stem.

Bij onthouding van de voorzitter van de vergadering en bij staking van stemmen wordt het voorstel verworpen.

Art. 23. Als de Raad tweemaal en na regelmatige bijeenroepingen niet in voldoende aantal aanwezig is, beraadslaagt hij op geldige wijze op de vergadering volgend op de derde bijeenroeping, ongeacht het aantal aanwezige leden, over de punten die drie keer achtereenvolgend op de agenda komen te staan.

Art. 24. De beraadslagingen van de Raad van Bestuur worden genotuleerd in een bijzonder register dat in de zetel van de Maatschappij wordt bijgehouden. De notulen worden ondertekend door de leden die hebben beraadslaagd.

Art. 25. Overeenkomstig artikel 9 van het decreet van 23 april 1986 en de artikelen 9 en 10 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut wonen twee commissarissen aangewezen door de Waalse Regering met raadgevende stem de vergaderingen van bestuurs- en controleorganen van de Maatschappij bij.

Een commissaris is het lid van de Waalse Regering tot wiens bevoegdheden het Water behoort of zijn vertegenwoordiger, de andere is het lid van de Waalse Regering tot wiens bevoegdheden de Begroting behoort of zijn vertegenwoordiger.

Art. 26. Jaarlijks wordt een tussen de voorzitter en de leden van de Raad van Bestuur te verdelen bedrag gebracht op de structuur- en werkingskosten volgens een reglement dat ze met goedkeuring van de Waalse Regering moeten bepalen.

§ 2. De Directeur-generaal

Art. 27. De Directeur-generaal en de Adjunct-directeur-generaal worden benoemd en kunnen worden ontslagen door de Waalse Regering.

De Waalse Regering regelt hetgeen betrekking heeft op de wedde en de duur van de ambten van Directeur-generaal en Adjunct-directeur-generaal.

Bij afwezigheid of verhinderd van de Directeur-generaal worden zijn ambten door de Adjunct-directeur-generaal vervuld.

Bij afwezigheid of verhinderd van de Directeur-generaal en van de Adjunct-directeur-generaal kan de Raad van Bestuur één van zijn leden aanwijzen om hun ambten tijdelijk te vervullen.

Art. 28. De Directeur-generaal bijgestaan door de Adjunct-directeur-generaal is met name belast met de uitvoering van de beslissingen van de Raad van Bestuur en met het dagelijks beheer van de zaken van de Maatschappij waarvan hij rekenschap geeft aan de Raad van Bestuur.

De Directeur-generaal woont de vergaderingen van de Raad van Bestuur met raadgevende stem bij.

De Adjunct-directeur-generaal neemt het secretariaat ervan waar.

Ten aanzien van derden vertegenwoordigt de Directeur-generaal de Maatschappij in alle akten betreffende het dagelijks beheer.

Het voeren van rechtsgedingen worden op zijn vordering en door zijn zorg gedaan.

Overeenkomstig de beslissingen van de Raad van Bestuur tekent hij alle overeenkomsten en akten zonder een volmacht te moeten voorleggen.

Hij geeft ook de afschriften en uittreksels af van de notulen van de Raad van Bestuur, de algemene vergadering, het toezichtcomité en de adviescomités.

§ 3. Het toezicht op de Maatschappij

Art. 29. Het toezichtcomité bestaat uit zes commissarissen.

Vijf commissarissen worden door de verenigde provincies voorgedragen. Ze worden benoemd en kunnen door de algemene vergadering ontslagen worden. Hun mandaat loopt één jaar en kan voor onbepaalde tijd hernieuwd worden.

Wanneer een plaats van commissaris openvalt, voorziet de algemene vergadering er bij haar eerste vergadering in.

Nochtans, als het aantal commissarissen tengevolge van overlijden of andere redenen met meer dan de helft verminderd wordt, moet de Raad van Bestuur de algemene vergadering onmiddellijk bijeenroepen om in de vervanging van de te kort zijnde commissarissen te voorzien.

Degene die een commissaris vóór het verstrijken van zijn mandaat moet vervangen, voleindigt in voorkomend geval het onderbroken mandaat.

De zesde commissaris is de Directeur-generaal van de Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest of, in voorkomend geval, de Inspecteur-generaal van het Water van hetzelfde directoraat-generaal.

Jaarlijks wordt een tussen de commissarissen te verdelen bedrag gebracht op de structuur- en werkingskosten, volgens een reglement dat de Raad van Bestuur met goedkeuring van de Waalse Regering moet bepalen.

Art. 30. Het toezichtcomité geeft zijn advies over de zaken die hem voorgelegd worden door de Raad van Bestuur.

De commissarissen hebben een onbeperkt toezichtrecht over alle verrichtingen van de Maatschappij. Ze kunnen kennis nemen van de boeken, de briefwisseling, de notulen en andere geschriften zonder verplaatsing van deze documenten.

Ieder semester bezorgt de Raad van Bestuur de commissarissen een staat van de activa en passiva van de Maatschappij.

De commissarissen moeten het resultaat van hun opdracht met de voorstellen die ze behoorlijk achten, voorleggen aan de algemene vergadering en haar de wijze waarop ze de inventarissen hebben gecontroleerd, mededelen.

Art. 31. § 1. De algemene vergadering benoemt een commissaris-revisor, overeenkomstig de artikelen 64 tot 67 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

De door de algemene vergadering gekozen commissaris-revisor wordt voor drie jaar benoemd.

Wanneer een plaats van commissaris-revisor vóór het verstrijken van de normale termijn openvalt, voorziet de algemene vergadering er bij haar eerste vergadering in.

Degene die een commissaris-revisor moet vervangen, voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

Ieder trimester wordt een staat van de kastoestand aan de commissaris-revisor overgemaakt.

De commissaris-revisor moet de resultaten van zijn opdracht onderwerpen aan de goedkeuring van de algemene vergadering en haar voorstellen doen die hij nuttig acht.

§ 2. Overeenkomstig artikel 13 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut kan de Waalse Regering één of meer revisoren aanwijzen onder de leden van het Instituut voor ondernemingsrevisoren.

§ 3. De overeenkomstig de §§ 1 en 2 aangewezen revisoren bezorgen de algemene vergadering een gezamenlijk rapport.

§ 4. De adviescomités.

Art. 32. Er wordt voor elke dienst in uitbating een adviescomité opgericht voorgezeten door een afgevaardigde van de Raad van Bestuur en samengesteld van de vennoten die maatschappelijke aandelen A en B bezitten, met uitzondering van het Gewest, de "SPGE" en de provincies.

De werking van deze comités wordt bepaald door een reglement van de Raad van Bestuur dat door de algemene vergadering is goedgekeurd.

Elk comité vergadert minstens één keer per jaar om de jaarrekeningen te onderzoeken.

Alle comités die onder dezelfde gedecentraliseerde directie ressorteren, worden minstens één keer per jaar bijeengeroepen voor een gemeenschappelijke vergadering.

Wanneer de dienst bevoegd is voor de hele Maatschappij, wordt de gewone algemene vergadering voorafgegaan door de vergadering van het adviescomité die op dezelfde plaats wordt gehouden.

Aan het advies van dit comité worden verplicht onderworpen :

1. ieder project tot uitbreiding, inkrimping of wijziging van de dienst;
2. ieder project tot fusie van de dienst met één of verschillende diensten;
3. ieder project tot wijziging van de waterverkoopstarieven;
4. de beperking en het gebruik van het voorzorgsfonds van de dienst;
5. ieder voorstel tot toetreding van een nieuw lid dat eventueel deel zou uitmaken van deze dienst;
6. ieder voorstel tot uittreding of uitsluiting van een vennoot die van deze dienst deel uitmaakt;
7. ieder werkprogramma hebbende een belang voor de dienst.

HOOFDSTUK V. — *De algemene vergadering*

Art. 33. De algemene vergadering bestaat uit de vennoten, de leden van de Raad van Bestuur, de Directeur-generaal, de Adjunct-directeur-generaal en de leden van het toezichtcomité.

Elke vennoot mag zich bij schriftelijke volmacht slechts door één afgevaardigde laten vertegenwoordigen bij de algemene vergadering. De vennoten hebben zoveel stemmen als ze aandelen bezitten.

Niemand mag nochtans aan de stemming deelnemen voor een aantal aandelen groter dan het vijfde deel van de in de vergadering vertegenwoordigde aandelen.

Voor de benoeming van de bestuurders wordt deze bepaling berekend afgezien van de aandelen van het Gewest en de "SPGE".

Art. 34. Een gewone algemene vergadering van de vennoten wordt jaarlijks en voor de eerste keer in 1987 te Verviers op de laatste dinsdag van maand mei om vijftien uur gehouden.

Art. 35. Het maatschappelijk boekjaar valt samen met het kalenderjaar.

Aan het einde van elk maatschappelijk boekjaar maakt de Raad van Bestuur de inventaris, de balans, de resultatenrekening en zijn bijlagen op. Ze worden onderworpen aan de goedkeuring van de algemene vergadering.

De jaarlijkse algemene vergadering neemt kennis van de beheersverslagen van de bestuurders, de commissaris(sen)-revisor en het toezichtcomité en beslist over de goedkeuring van de jaarrekeningen.

Na goedkeuring van de jaarrekeningen spreekt de vergadering zich uit over de ontlasting van de bestuurders, de commissaris(sen)-revisor en de leden van het toezichtcomité.

De jaarrekeningen worden binnen dertig dagen na hun goedkeuring op de griffie van de handelsrechtbank neergelegd.

De algemene vergadering kiest en benoemt de bestuurders, de commissaris-revisor en de commissarissen ter vervanging van de aftredende, ontslagnemende of overleden titularissen.

De vertegenwoordigers van het Gewest en de "SPGE" mogen de bestuurders niet aanwijzen.

Art. 36. De Raad van Bestuur kan buitengewone algemene vergaderingen bijeenroepen.

Op verzoek van het toezichtcomité, van een commissaris-revisor of van vennoten die het vijfde van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen, moet hij ze binnen dertig dagen bijeenroepen.

Dit verzoek bevat de agenda met de punten die door de vergadering behandeld moeten worden.

Art. 37. De oproepingen voor elke algemene vergadering bevatten de agenda en worden minstens twintig dagen vóór de algemene vergadering bij aangetekend schrijven gestuurd en via een bericht in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. De algemene vergadering mag niet beslissen over een vraag die niet op de agenda komt.

Art. 38. Het bureau van de algemene vergadering bestaat uit de leden van de Raad van Bestuur, de Directeur-generaal en de Adjunct-directeur-generaal.

De vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de Raad van Bestuur of bij gebreke van hem door zijn plaatsvervanger.

De voorzitter kiest de secretaris.

In geval van stemming neemt het bureau twee afgevaardigden van de vennoten als stemopnemers erbij.

Een aanwezigheidslijst met vermelding van de namen van de vennoten en het aantal aandelen die ze vertegenwoordigen, wordt door ieder van hen vóór de aanvang van de vergadering getekend.

Art. 39. De algemene vergadering wordt regelmatig samengesteld wat het aantal vertegenwoordigde aandelen ook moge zijn. De beslissingen worden bij meerderheid van de uitgebrachte of vertegenwoordigde stemmen genomen. Bij staking van stemmen wordt het voorstel verworpen.

Wanneer het nochtans beslissingen betreft, die betrekking hebben op wijzigingen van de statuten, op de uitsluiting van een vennoot, de afstand van de uitbating of de overdracht van het geheel of een gedeelte van een voorzieningsdienst, wordt de vergadering slechts op geldige wijze samengesteld als de leden die de vergadering bijwonen, minstens de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen. Als deze voorwaarde niet wordt vervuld, is een nieuwe bijeenroeping nodig en beraadslaagt de nieuwe vergadering op geldige wijze wat het door de aanwezige vennoten vertegenwoordigde deel van het kapitaal ook moge zijn.

In om het even welk geval kan een voorstel slechts goedgekeurd worden bij volstreekte meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Elke wijziging van de statuten moet door de Waalse Regering goedgekeurd worden.

Art. 40. De geheime stemming is naar recht als ze door tien vennoten wordt gevraagd en is verplicht voor de benoemingen en afzettingen.

Het bureau moet de nodige maatregelen treffen om het volstreekte geheim van de stemming te verzekeren.

In een reglement dat hij aan de algemene vergadering voorlegt, bepaalt de Raad van Bestuur de beraadslagingswijze van deze vergadering en de nodige formaliteiten om er toegelaten te worden.

Art. 41. De notulen van de algemene vergadering worden ondertekend door de leden van het bureau en de vennoten die het wensen.

HOOFDSTUK VI. — *Rekeningen van de diensten – rekeningen en balans – verdeling van de winsten – reservefondsen*

Art. 42. Er wordt een dienst genoemd "Service ERPE" opgericht; deze dienst registreert de verrichtingen betreffende de goederen verbonden voor de activiteit van de "ERPE" en waarvan de "SWDE" het vruchtgebruik heeft.

Deze dienst maakt het voorwerp uit van afzonderlijke rekeningen in de analytische uitbatingsboekhouding en zijn werking wordt bij overeenkomst of door de Raad van Bestuur geregeld.

De bepalingen van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing op deze dienst.

Art. 43. § 1. Voor elke waterproductie-, watertoevoer- of watervoorzieningsdienst en voor elke andere activiteit wordt in de maatschappelijke boekhouding afzonderlijke rekeningen bijgehouden.

§ 2. Het aandeel van elke andere activiteit dan waterproductie, -toevoer en -voorziening in de structuur- en werkingskosten wordt bij overeenkomst of, in voorkomend geval, door de Raad van Bestuur vastgesteld.

§ 3. Na aftrek van de in § 2 bepaalde bedragen worden de structuur- en werkingskosten verdeeld tussen de verschillende waterproductie-, watertoevoer- en watervoorzieningsdiensten naar rata van het bedrag van de in oprichtings-, uitbreidings- en verbeteringswerken van de dienst geïnvesteerde kapitalen.

Art. 44. De bezoldiging van de maatschappelijke aandelen B zoals vastgesteld door de Raad van Bestuur wordt ingeschreven als uitgave in de exploitatierekening van de betrokken dienst.

Wanneer het kapitaal van een dienst uitsluitend uit aandelen B bestaat, wordt de bezoldiging van dit kapitaal verdeeld tussen de diensten volgens dezelfde criteria als de structuur- en werkingskosten, behalve als een door de Raad van Bestuur goedgekeurde overeenkomst daarover anders beslist.

Art. 45. Als de rekening van een waterproductie- watertoevoer- of watervoorzieningsdienst met een debetsaldo wordt afgesloten, moet dit laatste door de inschrijvers op aandelen A van deze dienst, met uitzondering van het Gewest, de "SPGE" en de provincies, in speciën aangezuiverd worden. Er wordt afgeweken van artikel 1855, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek en van artikel 144 in fine van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

In de waterproductie- en watertoevoerdiensten wordt het aan te zuiveren bedrag verdeeld tussen de gemeentelijke en intercommunale vennoten evenredig met de gedurende het afgelopen boekjaar geproduceerde hoeveelheden water.

In de watervoorzieningsdiensten wordt het aan te zuiveren bedrag verdeeld tussen de gemeentelijke en intercommunale vennoten evenredig met de op hun respectievelijk grondgebied gebruikte hoeveelheden water.

Het moet binnen twee maanden met ingang van de overlegging van de rekening door de Maatschappij betaald worden.

Wanneer de rekening van een andere activiteit dan waterproductie, -toevoer, of -voorziening met een debetsaldo wordt afgesloten, komt dit saldo ten laste van de structuur- en werkingskosten, behalve wanneer het anders is besloten in een door de Raad van Bestuur goedgekeurde overeenkomst.

Art. 46. Na aftrek van de uitgaven zal het overschot van de ontvangsten van elke waterproductie-, watertoevoer- en watervoorzieningsdienst dienen om :

1. De aan alle diensten gemene reserve te vormen ten belope van 1/20e van dit overschot. Wanneer het reservefonds 1/10e van het maatschappelijk kapitaal bereikt, worden geen inhoudingen meer toegepast.

2. Een dividend toe te kennen aan de houders van aandelen A van deze dienst, met uitzondering van het Gewest, de "SPGE" en de provincies, tenzij het aandelen betreft, waarop tijdelijk werd ingeschreven door de openbare overheid rechtens de gemeenten waarvan de toetreding niet onmiddellijk is gekomen.

Het dividend zal berekend worden naar rata van de financiële lasten die gedurende het betrokken boekjaar ten laste zijn gekomen van elke vennoot die aandelen A bezit. Voor deze berekening kan de Raad van Bestuur elke storting in contanten als volstorting van aandelen veranderen in een fictieve annuïteit. De Raad van Bestuur kan ook de financiële lasten van de leningen aangegaan door een voor de waterproductie en -voorziening verenigde gemeente in aanmerking nemen.

Voor de gemeenten en intercommunales of voor de door het Gewest of de provincies ten ontlasting van de gemeenten inschreven aandelen zal het dividend nochtans het bedrag dat met de rentevoet en de aflossing van de verrichte stortingen of met het bedrag van de ingeschreven annuïteit overeenstemt, niet overschrijden. Het dividend zal niet meer toegekend worden wanneer hun maatschappelijke aandelen volledig afgelost zullen worden.

Voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de privaatrechtelijk personen mag het dividend niet hoger zijn dan 4 % van de als volstorting van de aandelen A verrichte stortingen.

3. Als er na deze verdeling een overschot blijft en als het voor een vroeger boekjaar aan de vennoten toegekende dividend lager is gebleven dan de in § 2 vastgestelde grenzen, mag de algemene vergadering op voorstel van de Raad van Bestuur en na advies van het betrokken adviescomité het overschot tot maximum de helft aanwenden voor de betaling van een bijkomend dividend voor het betrokken boekjaar zonder dat de wettelijke grenzen mogen worden overschreden.

In voorkomend geval wordt het bijkomende dividend verdeeld tussen de vennoten van de dienst na rata van de vroegere ongedekte financiële lasten zonder rekening te houden met de financiële lasten van het boekjaar.

Het overschot zal worden aangewend voor de oprichting in elke dienst van een verzorgingsfonds.

Het plafond van het verzorgingsfonds zal worden bepaald door de Raad van Bestuur na advies van het adviescomité van de dienst.

4. Wanneer het plafond van het verzorgingsfonds wordt bereikt, wordt het overschot van de dienst op voorstel van de Raad van Bestuur en na advies van het betrokken adviescomité terugbetaald aan de gemeenten, intercommunales en privaatrechtelijk personen die klant zijn van deze dienst.

Art. 47. Na aftrek van de wettelijke reserve wordt het winstsaldo van de rekeningen van de andere activiteiten dan waterproductie, -toevoer of voorziening aangewend voor de eventuele dekking van de vroegere verliezen die overeenkomstig artikel 41 ten laste van de structuur- en werkingskosten zijn gekomen. Het overschot wordt bestemd voor een bevorderingsfonds waarvan het gebruik op voorstel van de Raad van Bestuur door de algemene vergadering van de vennoten wordt besloten.

Art. 48. Het verzorgingsfonds is bestemd om werken voor de uitbreiding, wijziging en verbetering van de waterproductie,

-toevoer en -voorziening te financieren.

Wanneer deze werken de eerste inrichting betreffen, wordt het aandeel in het maatschappelijk kapitaal van elke vennoot, met uitzondering van het Gewest, de "SPGE" en de provincies, evenwel tot het verschuldigde bedrag verhoogd.

HOOFDSTUK VII. — *Ontbinding – overdracht of beëindiging van de uitbating*

Art. 49. De ontbinding van de Maatschappij mag alleen op de datum van inwerkingtreding van een decreet tot regeling van haar ontbinding en van de toestand van haar personeelsleden uitgesproken worden.

Art. 50. De Maatschappij zal door de Waalse Regering toegelaten worden om op de door haar te bepalen voorwaarden :

1° één van haar voorzieningsdiensten helemaal of gedeeltelijk aan een gemeente of een intercommunale over te dragen;

2° de uitbating van één van haar diensten te beëindigen op voorstel van de meerderheid van de vennoten die maatschappelijke aandelen ingeschreven voor de oprichting van deze dienst bezitten.

In geval van toepassing van artikel 7 van het decreet van 23 april 1986 ten gevolge van volkomen overdracht of beëindiging van de uitbating van een watervoorzieningsdienst maken de vennoten die maatschappelijke aandelen van de dienst bezitten, niet meer deel uit van de Maatschappij tenzij ze aandelen betreffende andere diensten bezitten.

Er zal overgegaan worden tot de vereffening van het maatschappelijk bezit van de overgedragen of verlaten dienst.

Als de grondslagen voor de verdeling van dit bezit bij de oprichting van de dienst niet zijn vastgesteld, zal het aan elke vennoot verschuldigde aandeel na advies van het adviescomité van de betrokken dienst bepaald worden door de Raad van Bestuur onverminderd alle vergoedingen of schadevergoedingen die aan de Maatschappij verschuldigd zouden zijn.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 februari 2000 tot goedkeuring van de wijzigingen van de statuten van de "Société wallonne des Distributions d'Eau"

Namen, 3 februari 2000.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET